

CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



SE RETROUVER

S'ORGANISER

LUTTER !

Dossier

25 NOVEMBRE
MobiliséEs pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles!

Pages 6 et 7

ÉDITO

G20: Les organisateurs du chaos à leur sommet
Page 2

PREMIER PLAN

MigrantEs. À bas l'Europe forteresse!
Page 2

Climat. Pourquoi cette radicalisation des luttes écologistes? Page 3

ACTU INTERNATIONALE
USA. Échec du «tsunami rouge» des Républicains, défaite des trumpistes
Page 4

ACTU SOCIALE

Transports. RATP: une mobilisation pour les salaires qui ne s'arrêtera pas là Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec l'éditeur rennais Pontcerq
Page 12

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
MANIFESTONS LES 19, 25 ET 26 NOVEMBRE



édito

Par **FABRIENNE DOLET**

G20: Les organisateurs du chaos à leur sommet

« **R**ecover Together, Recover Stronger » : « Se relever ensemble, se relever plus forts ». Tout un programme que ce slogan du G20 qui se tient pendant deux jours à Bali les 15 et 16 novembre ! Il révèle l'ampleur de la crise que les chefs d'État veulent croire derrière eux. C'est d'abord Xi Jinping qui, après des mois de pandémie et le congrès du Parti communiste chinois venant lui donner l'assurance d'un pouvoir sans partage, rencontre le président des États-Unis, lui-même rasséréné par les résultats des « Midterms ». Leur poignée de main en ouverture du sommet n'a pas manqué de susciter l'engouement des éditorialistes. Pourtant, malgré les gages donnés de part et d'autre pour éviter toute « nouvelle guerre froide », l'entente s'arrête là où commence les intérêts financiers et économiques de chaque puissance. Xi Jinping a d'ailleurs déclaré : « *L'état actuel des relations entre la Chine et les États-Unis ne correspond pas aux intérêts fondamentaux des deux pays ni des deux peuples* ». Comment croire alors que ce G20, créé pour faire face à la crise de 2009, puisse apporter des solutions et bâtir « *une véritable stabilité, [...] faire revenir la paix partout où le conflit s'est installé* » comme l'affirme Macron ? Comment croire à la sincérité de sa demande au président chinois de convaincre Poutine de venir négocier sur l'Ukraine ? Poutine, « *vieil ami* » du président chinois qui épargne d'ailleurs celui-ci en nommant encore « *crise* » ce qui est une guerre, est bel et bien absent de ce sommet. Les vedettes sont Joe Biden et le président chinois, mais qui sait si demain ils n'auront pas besoin de la Russie ? Ce théâtre raffiné du chaos économique et social engendré par le capitalisme et ses fidèles serveurs impérialistes ne saurait nous masquer la guerre armée ou sociale qui se joue à tous les niveaux pour la mainmise sur les ressources et les profits. Si l'avenir des puissants se joue peut-être à Bali, le nôtre s'écrit ici et maintenant dans la solidarité des travailleurEs du monde entier !

BIEN DIT

Au regard du passé bien documenté en matière de violations des droits du travail au Qatar, la FIFA connaissait — ou aurait dû connaître — les risques évidents pour les travailleurs au moment de l'attribution de la Coupe du monde à ce pays. Pourtant, lors de l'évaluation de la candidature du Qatar, aucune mention n'a été faite des droits humains, ou des travailleurs, et aucune condition n'a été posée pour les protéger.

AGNÈS CALLAMARD (secrétaire générale d'Amnesty International), lemonde.fr, 11 novembre 2022.

À la Une

Faire face à la résistible ascension des extrêmes droites

Les récentes élections au Brésil et aux États-Unis ont suscité de grandes inquiétudes. Le candidat d'extrême droite Bolsonaro allait-il être réélu ? Le raz-de-marée trumpiste annoncé allait-il se produire ? Dans un cas comme dans l'autre, la réponse a été négative. Mais il serait plus qu'hasardeux de penser que, face aux extrêmes droites, la partie serait en train d'être gagnée.

Après les élections au Brésil et aux États-Unis, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui, en premier lieu dans les pays concernés, ont poussé un « ouf » de soulagement. Et on les comprend. Mais malheureusement on aurait tort de croire que les résultats électoraux de Trump et de Bolsonaro sont une défaite cinglante pour les deux dirigeants d'extrême droite : au Brésil comme aux États-Unis, les récentes élections ont confirmé la profondeur de l'implantation des nationalistes ultra-réactionnaires, et les deux pays ne font pas figure d'exceptions à l'échelle internationale.

Les « portes du pouvoir » ont été franchies

Durant les dernières décennies, nous avons souvent répété, au fur et à mesure des épisodes électoraux, que l'extrême droite était « aux portes du pouvoir ». La formule était pertinente, mais elle est aujourd'hui datée. Car dans de nombreux pays, les extrêmes droites ont franchi les portes du pouvoir, et gouvernement. Ainsi, dans l'Union européenne, elles sont désormais à la tête des gouvernements italien, hongrois et polonais, participent aux exécutifs letton et slovaque et apportent leur soutien au gouvernement en Suède. Pour mesurer le chemin parcouru en une vingtaine d'années, on peut se souvenir de l'année 2000. À la fin du mois de janvier, suite aux élections législatives autrichiennes, l'entrée au gouvernement du parti d'extrême droite FPÖ, dirigé à l'époque par Jörg Haider, est confirmée. Des manifestations ont lieu aux quatre coins de l'Europe, et les dirigeants de l'UE s'indignent, sous la pression des « opinions publiques ». Des sanctions sont même prises contre l'Autriche par les quatorze autres États membres, dont la suspension

L'EXTRÊME DROITE, ESPÈCE INVASIVE...



des rencontres officielles bilatérales au niveau politique. Sanctions symboliques, qui seront levées quelques mois plus tard, mais qui témoignent néanmoins d'un certain « esprit du temps »... aujourd'hui révolu.

Un phénomène qui vient de loin

Au-delà de l'UE et des États-Unis, nombreux sont les pays, et pas des moindres, qui sont aujourd'hui dirigés par tel ou tel variante de l'extrême droite : de l'Inde de Modi à la Turquie d'Erdogan en passant par l'État d'Israël et, bien évidemment, la Russie de Poutine, les courants ultra-nationalistes réactionnaires, voire fascisants, ont le vent en poupe. Une situation qui ne doit rien au hasard, et qui

s'inscrit dans une évolution globale de la gouvernance politique d'un système capitaliste confronté à une multiplicité de crises, économique, environnementale, sociale et démocratique, avec au total une véritable crise d'hégémonie et un épuisement des formes bourgeoises « classiques » d'exercice du pouvoir. Un phénomène que synthétise Ugo Palheta dans son dernier ouvrage : « *Crise de la représentation politique, au sens où la plupart des partis politiques qui ont engagé la grande destruction néolibérale ont perdu une part considérable de leur légitimité et de leur base sociale, voire ont complètement sombré ; crise de croyance dans les institutions politiques, marquée par des taux d'abstention partout croissants ;*

crise de l'ensemble des médiations entre les classes dominantes et le reste de la population [...] ; mais crise également du projet porté par ces classes depuis la fin des années 1970, à savoir le projet néolibéral. [...] C'est en ce point précis que le néofascisme entre en scène, comme force politique appelée à prendre le relais du néolibéralisme d'un point de vue hégémonique. »¹

Résister, lutter, rendre l'espoir

Nous savons que rien n'est jamais écrit, et que l'ascension des extrêmes droites et des courants néofascistes n'est pas irrésistible. Il n'est peut-être pas encore « *minuit dans le siècle* », selon la formule du révolutionnaire Victor Serge, mais il est plus que jamais temps de prendre la mesure du cours général des événements, qui est la promesse de toujours plus de violences, de répression, de racisme, d'oppression des femmes et des minorités de genre, mais aussi de guerres et d'exploitation.

Face à ces phénomènes, il est de la responsabilité des courants anticapitalistes et, au-delà, de toutes les forces progressistes, de ne pas céder un pouce, sur le terrain des idées et sur le terrain tout court, aux formations d'extrême droite. La lutte contre le racisme, le sexisme, le validisme et les LGBTIphobies, tout comme l'internationalisme et la solidarité internationale, font partie des urgences de l'heure. De même que l'opposition résolue à toutes les régressions sociales et environnementales annoncées par les gouvernements libéraux-autoritaires, à l'image de celui de Macron. Pour ce faire, il s'agit de construire, dans l'unité la plus large, des cadres de solidarité, de mobilisation, de lutte, avec pour objectif d'obtenir les victoires collectives, mêmes partielles, qui redonneront confiance à notre camp social et feront reculer le fatalisme et la résignation. Il est aussi plus que jamais nécessaire de bâtir les outils politiques faisant vivre la perspective d'un autre monde, débarrassé des oppressions et de l'exploitation, et de la rendre crédible, afin de redonner envie et espoir, seuls antidotes face au pire qui, s'il n'est jamais certain, a désormais largement dépassé le statut de simple hypothèse.

Julien Salingue

¹ — Ugo Palheta, *La nouvelle internationale fasciste*, éditions Textuel.

MIGRANT·E·S À bas l'Europe forteresse !

Les 234 personnes à bord de l'Ocean Viking ont vécu un calvaire de 21 jours avant de pouvoir débarquer dans le port de Toulon. Le temps que la gesticulation diplomatique permette à des gouvernements cyniques et coupables de satisfaire au mieux les intérêts de chacun d'entre eux.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 1891 migrantEs ont disparu en mer depuis janvier 2022. Plusieurs enfants sont morts de faim et de déshydratation depuis un an. D'après SOS Méditerranée, chaque jour, chaque nuit, des bateaux dérivent. Les traversées sont de plus en plus longues et dangereuses, car il y a refus quasi systématique des États d'autoriser l'accostage. Un navire danois de la

marine marchande a dû attendre un mois pour être autorisé à débarquer les 30 migrantEs qu'il avait sauvés. Des équipages ont été sanctionnés pour retard et délit de solidarité.

Politique raciste et criminelle

La politique migratoire de l'Union européenne est une politique de rejet. D'abord, tout faire pour que les réfugiéEs ne traversent pas la Méditerranée. S'ils y parviennent malgré tout, parqués en zone

d'attente, ils et elles subiront un tri entre celles et ceux qui peuvent rester et celles et ceux qui sont refoulés. C'est au bras surarmé de la forteresse européenne qu'ils se heurtent, Frontex. Agence opaque dont la mission essentielle est de protéger les frontières extérieures de l'espace Schengen, d'empêcher toute immigration illégale, afin d'éviter un afflux comme en 2015. Une agence dotée d'un budget considérable (1,3 milliard en 2020 et 5,4 milliards

prévus en 2027), d'agents permanents (5 000 en 2020, 10 000 en 2027), et d'un suréquipement policier et militaire de pointe.

La politique migratoire se résume, selon les mots des technocrates de l'UE, à une « *gestion des flux migratoires par l'application de la relocalisation prévue par l'accord de Malte depuis 2019 sur la redistribution des demandeurs d'asile entre tous les membres de l'UE* ». Les termes sont ceux de la production et du commerce des marchandises en régime capitaliste. Ils recouvrent une volonté et des actes de déshumanisation totale des personnes qui rappellent des pratiques glaçantes et fascisantes.

Un monde à changer

BIENVENUE AU CLUB, AGNÈS PANNIER-RUNACHER. Les révélations de *Disclose* concernant Agnès Pannier-Runacher jettent une fois de plus une lumière crue sur les pratiques de celles et ceux qui nous gouvernent et nous donnent des leçons de «sobriété». On a ainsi appris que la ministre a signé, en 2016, les documents autorisant trois de ses enfants (mineurs à l'époque) à devenir actionnaires de la société Arjumen, créée par le père d'Agnès Pannier-Runacher. Ce dernier a apporté 1,2 million d'euros de capital dans Arjumen, venus, selon *Disclose*, de fonds spéculatifs dissimulés dans des paradis fiscaux, en Irlande, à Guernesey et dans le Delaware. Des fonds spéculatifs dans lesquels l'entreprise anciennement dirigée par Runacher père, Perenco, deuxième producteur français de pétrole brut, possédait ses propres investissements.

En résumé : la ministre de la Transition énergétique a permis à son père de verser de l'argent sentant le pétrole et les paradis fiscaux à ses petits-enfants, tout en contournant toute forme de droit de succession. Une bien belle leçon de transparence, de civisme et... de conflits d'intérêts. Agnès Pannier-Runacher s'était rendue célèbre en affirmant en 2021, devant un parterre d'entrepreneurs, avec son accent bourgeois : «*J'aime l'industrie car c'est l'un des rares endroits au 21^e siècle où on trouve encore de la magie. La magie du ballet des robots, du ballet des hommes. La magie de l'atelier où on ne distingue pas le cadre de l'ouvrier. [...] Lorsque tu vas sur une ligne de production, c'est pas une punition. C'est pour ton pays, c'est pour la magie-han.*» À chacun sa magie... Et c'est probablement convaincue d'avoir des talents d'illusionniste

qu'Agnès Pannier-Runacher a rejeté en bloc les accusations de *Disclose*, affirmant n'avoir rien fait d'illégal et dénonçant des «*allégations fausses et calomnieuses*». La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a quant à elle annoncé avoir lancé «*des vérifications approfondies de la situation*». Affaire à suivre donc, et nous saurons dans les semaines qui viennent si Agnès Pannier-Runacher rejoindra la longue liste des ministres et membres de la Macronie qui ont eu maille à partir avec la HATVP (parmi lesquels la Première ministre Élisabeth Borne, qui avait «oublié» de déclarer six mandats dans des conseils d'administration), sans même parler de ceux qui sont sous le coup d'une enquête, voire d'une mise en examen (de Dupond-Moretti à Alexis Kohler en passant par Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu ou encore Olivier Dussopt). La «*république exemplaire*» selon Macron et les siens.

CLIMAT Pourquoi cette radicalisation des luttes écologistes ?

En France, comme ailleurs, les modes d'action écologistes se font plus spectaculaires... et suscitent discussion.

Il y a plusieurs raisons à cette radicalisation : la première est l'urgence face à l'accélération de la dégradation des écosystèmes et la multiplication des événements climatiques extrêmes. La deuxième est le constat que les grèves pour le climat, malgré leur puissance initiale exceptionnelle et bien qu'elles aient parfois été (hypocritement) applaudies par gouvernements et entreprises, n'ont débouché sur aucun changement systémique. La troisième est un constat : l'inhabituel, la surprise et le conformisme interdit mais moralement nécessaire est devenu plus efficace pour se faire entendre. Aussi, vandalismes et sabotages prennent le pas sur les grèves pour le climat. Pneus de SUV dégonflés, compétitions sportives ou circulations automobiles interrompues, vitrines d'œuvres souillées, sabotage partiel de mégabassines...

Entre répression, criminalisation et revendication de la méthode

Cela irrite, en particulier au gouvernement, qui durcit la répression... Les amendes deviennent plus importantes, comme les peines et les arrestations. Et surtout l'arsenal militaire se déchaîne : LBD, gaz incapacitants et autres grenades

ÉCOTERRORISME



explosives. Le ratio flic/manif estant de un pour sept contre les mégabassines à Sainte-Soline en octobre.

Cette violence a été permise par la com du gouvernement qui protège ceux qui détruisent la planète et criminalise celles et ceux qui la défendent en les traitant d'«*écoterroristes*». En France, «*terroriste*» a été utilisé pour qualifier des personnes extrêmement différentes : contre les anarchistes pendant longtemps, puis par les nazis et Vichy pour

criminaliser la Résistance, ensuite contre l'islamisme radical politique et armé, contre les Gilets jaunes et à présent contre l'activisme écolo. Les mots n'ont plus de sens, mais leur objectif est clair : désigner des groupes comme relevant de la criminalité. L'opinion publique est alors décisive car elle permet d'accélérer ce processus ou de l'empêcher. Manque de bol pour le pouvoir, ces mouvements bénéficient d'une forte légitimité. La conscience qu'un changement radical est de plus en plus pressant

en termes de survie pour une large partie de l'humanité à l'échelle de quelques décennies motive ce type d'activisme. Et il marche, la manif contre les mégabassines a tenu l'actualité plusieurs jours, le souillage dans les musées est à la une depuis plusieurs semaines. Des exemples rares ces dernières années. Cela doit nous interroger face à d'autres mouvements ou actions qui parfois ne dépassent pas la presse militante. Non pas pour abandonner d'autres pratiques, mais pour les enrichir.

Des lendemains vert et rouge ? Débat et actions

Pour le moment, nos mouvements sont encore trop faibles numériquement, sans relais véritables dans les entreprises, les syndicats (sauf une partie de la paysannerie), les quartiers populaires. Cette jonction est décisive pour augmenter l'impact de ces combats, pour éviter l'isolement face au pouvoir. Le débat sur les formes et les objectifs des mobilisations environnementales est une nécessité. Il s'agit de renforcer l'unité du mouvement, de choisir les actions les plus efficaces, de résister aux intimidations du pouvoir. **Commission nationale écologie**

Beaucoup de bruit pour des politiques semblables

Dans ce contexte, l'arrivée de l'*Ocean Viking* n'a pas été traitée comme une crise humanitaire mais comme une crise diplomatique entre l'Italie et la France. Meloni a rappelé que l'Italie a déjà accueilli 150 000 personnes entre 2013 et 2014 et remet en cause les politiques européennes en matière de «*relocalisation des migrants*». Elle a réaffirmé sa politique nationaliste et xénophobe : «*Les citoyens nous ont demandé de défendre les frontières italiennes, ce gouvernement ne les trahira pas*». Macron, lorsque Salvini interdisait à l'*Aquarius* d'accoster en Italie, avait refusé l'hospitalité cyniquement : «*L'humanisme n'est pas le bon sentiment*». Le bateau avait alors accosté en Espagne. Aujourd'hui, le contexte politique a changé. Darmanin peut fustiger médiatiquement le «*choix*

incompréhensible» de l'Italie «*de ne pas se comporter comme un État européen responsable*». Et de profiter de ce drame pour refuser de recevoir les 3 500 migrantEs que la France devait accueillir, renforcer les contrôles aux frontières et annoncer des représailles futures. Ce qui conforte l'électorat de Meloni et permet ici l'avancée des idées nauséabondes de nationalisme et de racisme...

Solidarité!

Les migrantEs ne peuvent compter que sur elles-mêmes et eux-mêmes et sur notre solidarité. Nous refuserons toujours les calculs sordides, les violences, nous exigeons l'ouverture des frontières et le démantèlement de Frontex. Avec ce budget, l'UE peut recevoir dans le respect et la dignité toutes celles et ceux qui demandent l'accueil. Plus que



jamais nous réaffirmons notre combat pour la liberté de circulation et d'installation, le droit d'aller et venir sur cette planète, droit que seuls les riches possèdent. Le monde que nous voulons s'appelle solidarité et égalité.

Dans le cadre de la Marche des Solidarités, nous ferons du 18 décembre, journée internationale des migrantEs, une bataille décisive contre Darmanin et son monde. **Roseline Vachetta**

Le chiffre

6,6 millions

C'est, en euros, selon le «*Véritable bilan annuel du CAC40*» réalisé par l'Observatoire des multinationales, la rémunération moyenne des partons du CAC40 pour l'année 2021. Avec une augmentation de 51,8% par rapport à 2020 (au plus fort de la pandémie) et de 26,4% par rapport à 2019. Un nouvel épisode de la série : «*Ce n'est pas la crise pour tout le monde*».



Agenda

Du 19 au 26 novembre, manifestations contre les violences sexistes et sexuelles. À Paris, la manifestation aura lieu le samedi 19 novembre à 14h à République (lire pages 6-7).

Dimanche 4 décembre, projection d'Il nous reste la colère sur la lutte des Ford avec Philippe Poutou, Saint-Ouen l'Aumône (95). À 11h15 au cinéma Utopia, place de la mairie. La projection sera suivie d'une rencontre avec les réalisateurs du film et avec Philippe Poutou.

Mercredi 7 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *La norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes*, Paris 12^e. Avec l'autrice Aurore Koechlin, à 19h, à la librairie.

Jeudi 8 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *Une féministe révolutionnaire à l'atelier*, Paris 12^e. Avec l'autrice Fabienne Lauret, à 19h, à la librairie.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

Le tri dans les hôpitaux n'existe pas, il y a une organisation des soins.

OLIVIER VÉRAN, BFM-TV, 13 novembre 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaires de rédaction :
Fabienne Brifault, Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

COP27 EN ÉGYPTE «Bla, bla, bla...»

«Bla, bla, bla»: c'est ce que peut dire l'immense majorité du peuple égyptien reprenant l'expression de Greta Thunberg au sujet de la COP26. Malgré la propagande sur le rôle déterminant de l'Égypte et plus particulièrement de Sissi dans cette COP, personne n'y croit et la préoccupation de millions d'ÉgyptienEs est de savoir comment manger à sa faim, se soigner et éduquer ses enfants.

En Égypte, l'État est complètement exsangue et a dû pour la deuxième fois en six mois dévaluer la livre égyptienne qui a perdu 54% de sa valeur, condition à l'obtention d'un prêt du FMI de trois milliards de dollars indispensable pour maintenir les subventions sur les produits de première nécessité afin de contenir le mécontentement social qui grandit.



WIKIMEDIA COMMONS

La région du monde la plus touchée par le changement climatique

Les températures sont de plus en plus élevées et les sécheresses de plus en plus importantes. En Égypte, les précipitations ont baissé de 22% en 30 ans et la construction par l'Éthiopie du Grand barrage de la Renaissance a diminué le débit du Nil qui assure à 98% les besoins en eau du pays. La sécurité alimentaire est fragilisée par la guerre en Ukraine et par la salinisation des terres du Delta qui perdra en 2050 un tiers de sa superficie, submergé par la mer avec une hausse prévue de 1 mètre. Des villes historiques comme Alexandrie disparaîtront et des millions de personnes seront déplacées.

Un État qui se fiche de l'environnement

D'un côté, il y a les grands projets «verts» dont on se glorifie comme le plus grand parc solaire d'Afrique, mais de l'autre on développe l'agro-business, le tourisme de masse, les carrières et les cimenteries. Emblématique: la construction de la nouvelle capitale administrative à 45 km à l'est du Caire en plein désert et où tous les bâtiments dont la plus haute tour d'Afrique seront équipés de climatiseurs.

Un pays qui bafoue les droits humains

Harcèlements, intimidations, arrestations arbitraires, procès iniques, tout est bon pour faire taire les voix dissidentes. En prévision de la COP le gouvernement a annoncé la grâce de 766 prisonnierEs sur les 60 000 comptéEs mais dans le même temps 1540 autres ont été emprisonnéEs dont certainEs avaient bénéficié de la grâce présidentielle. Depuis quelques semaines la police arrête des centaines de personnes soupçonnées d'avoir appelé à manifester. Le 11 novembre, les rues des villes étaient quadrillées par les forces de police craignant à tort une réédition du soulèvement du 25 janvier 2011.

Liberté pour Alaa et les 60 000 autres!

Figure du soulèvement populaire de 2011 confisqué dès 2013 par les militaires, Alaa Abdel Fattah en est désormais à sept mois d'un jeûne quasi suicidaire pour protester contre sa énième condamnation en 2019 pour avoir dénigré l'armée et la police. Le 6 novembre, il a arrêté de boire mais devant les réactions de plusieurs dirigeants, Sissi a déclaré cyniquement qu'il se portait bien et qu'il recevait des soins médicaux. Macron qui tient aux bonnes relations avec l'Égypte, premier client pour les armes françaises, a repris cette déclaration mais personne n'est dupe: Alaa est sûrement alimenté de force, ce qui, pour le droit international, est un acte de torture.

Solidarité avec Alaa et les autres!
À Alexandrie, Hoda Ahmed

ÉTATS-UNIS Échec du «tsunami rouge» des Républicains, défaite des trumpistes

Le Parti démocrate a fait mieux que prévu lors des élections de mi-mandat aux États-Unis, empêchant ce que les Républicains prétendaient être un «tsunami rouge» (le rouge étant la couleur républicaine). «C'était un bon jour pour la démocratie, et je pense un bon jour pour l'Amérique», a déclaré le président Joe Biden.

Les Démocrates ont réussi à conserver une majorité au Sénat même si il y aura un second tour de scrutin en Géorgie le 6 décembre. Les Républicains pourraient probablement prendre le contrôle de la Chambre des représentants.

Trump affaibli

Cette élection est une défaite pour l'ancien président Donald Trump et ses candidats de l'extrême droite du Parti républicain, ce qui affaiblit ses chances pour l'élection présidentielle de 2024.

Les Républicains se sont présentés sur la question de l'inflation, de la criminalité et du contrôle de l'immigration, tandis que les Démocrates avaient pour thèmes principaux le droit des femmes à l'avortement et la préservation de la démocratie étatsunienne. Le succès des Démocrates semble avoir été basé sur les jeunes électeurEs, les femmes et les Noirs, et plusieurs candidats progressistes ont obtenu de bons résultats. Au sein du camp démocrate, plusieurs nouveaux progressistes ont été élus.

Trois États, le Vermont, le Michigan et la Californie ont voté pour protéger le droit à l'avortement tandis que le Kentucky a rejeté une loi destinée à restreindre ce droit. L'annonce par Biden qu'il envisage de se présenter à la présidence en 2024 — en fonction de son état de santé et d'une discussion avec sa famille — pourrait constituer un problème pour les Démocrates. Biden a déjà 79 ans, trop vieux



WIKIMEDIA COMMONS

aux yeux de beaucoup, et il n'y a pas d'alternative évidente pour le moment. Et Bernie Sanders, qui a perdu deux courses à l'investiture présidentielle, a maintenant 81 ans. Trump, qui a pris ces dernières années le contrôle du Parti républicain, avait soutenu une série de candidats au Sénat et à la Chambre qui ont nié les résultats de l'élection de 2020, affirmant que Trump avait gagné et que Biden n'était pas le président légitime. D'autres sont des adeptes de diverses théories complotistes — anti-vax et Q-Anon —, certains étaient liés à des milices d'extrême droite, et au moins un d'entre eux se trouvait au Capitole au moment de l'insurrection du 6 janvier 2021. Les électeurs ont trouvé une trentaine de ces candidats trop extrémistes et ont refusé de voter pour eux. En conséquence, plusieurs politiciens républicains et personnalités médiatiques de

droite ont commencé à critiquer Trump et suggéré qu'il ne devrait plus être le chef du parti. À 76 ans, certains pensent également qu'il est trop vieux.

À gauche, une voie politique à trouver

Le rival de Trump, le républicain Ron DeSantis, âgé de 44 ans, a remporté une victoire éclatante dans sa course à la réélection au poste de gouverneur de Floride, obtenant près de 60% des voix. DeSantis, qui est tout aussi conservateur que Trump, a mené des politiques d'immigration répressives et racistes, s'oppose à l'avortement ainsi qu'à la «*théorie critique de la race*» (un terme utilisé pour désigner les discussions sur le racisme) et est devenu célèbre pour sa législation «*Don't Say Gay*» interdisant d'enseigner aux jeunes enfants le genre et l'identité sexuelle. Il

SAHEL Avec ou sans Barkhane, une politique contre les peuples

À Toulon le 9 novembre, le président Macron, dans son discours présentant la revue nationale stratégique, a officialisé la fin de Barkhane qui avait débuté neuf ans auparavant. Le bilan de cette opération peu élogieux pousse l'état-major français à réfléchir à une nouvelle politique d'engagement au Sahel.



WIKIMEDIA COMMONS

la région. Ils sont essentiellement présents au Tchad qui accueille aussi le centre de commandement, et dans une moindre mesure au Niger avec une «base aérienne projetée» et trois «groupements tactiques déserts». Le champ d'action des troupes françaises déployées reste le même à l'exception du Mali.

Par contre le type d'engagement est voué à une évolution. L'état-major parle de «*d'une logique de co-construction*» et de «*conduire des missions de partenariat opérationnels de combat et de soutien à la demande des pays de la région*». Bref, du rôle de leadership dans la lutte contre le djihadisme armé, on

La fin annoncée de l'opération Barkhane sanctionne son échec. Cette OPEX (opération extérieure) qui succédait à Serval au Mali et Épervier au Tchad avait pour but affiché d'éradiquer le terrorisme dans la zone sahélienne.

Un bilan globalement négatif

Au vu des premiers résultats, le nouvel objectif fixé s'est avéré moins ambitieux. Il s'agissait de contenir les attaques djihadistes et de protéger les populations. Le bilan que l'on peut tirer sur le terrain est une augmentation des attaques qui s'accompagne d'une crise humanitaire. Les djihadistes gagnent du terrain au point de contrôler 40% du territoire du Burkina Faso et des régions entières dans le nord et le centre du Mali. Désormais, les offensives des groupes islamistes se propagent vers des pays côtiers jusque-là épargnés comme la Côte d'Ivoire, le Bénin ou le Togo. L'incapacité de Barkhane à mettre un terme à l'insécurité dans les pays sahéliens, outre qu'elle a nourri des sentiments anti-français déjà largement développés au vu de la politique inique de la France sur le continent, signe un réajustement politique de l'intervention militaire de la France au Sahel.

Une nouvelle orientation?

Qu'est ce qui change avec la fin de Barkhane? À première vue pas grand-chose, puisque les troupes françaises, autour de 3000 soldats, resteront toujours stationnées dans

est trop tôt pour dire si Trump perdra sa mainmise sur le Parti républicain, mais son emprise semble se desserrer.

Depuis la campagne présidentielle de Bernie Sanders au sein du Parti démocrate en 2016, soutenu par le Democratic Socialists of America (DSA), et avec la menace de la politique d'extrême droite de Trump, la majorité des sympathisantEs de la gauche ont soutenu les Démocrates comme un rempart contre Trump et le fascisme. Les socialistes qui, aux élections, se présentent à l'investiture du Parti démocrate ou décident de se présenter de manière indépendante n'ont (sauf exceptions) pratiquement aucune chance d'être entendus, et encore moins d'être élus. Lorsque les Verts ou d'autres partis de gauche présentent des candidats, ils obtiennent généralement très peu de voix.

Le débat au sein de la gauche est de savoir si l'on peut construire un futur parti socialiste au sein du Parti démocrate ou si l'on doit présenter des candidats socialistes indépendants comme par le passé. Tous s'accordent à dire que tant qu'il n'y aura pas de mouvement de masse de la classe ouvrière, la création d'un parti socialiste plus important et plus implanté que les petites organisations existantes ne sera pas possible. Quoi qu'il en soit, l'effondrement de la vague rouge redoutée nous donne encore quelques années pour construire le mouvement et trouver la bonne voie politique.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

passerait à un soutien aux armées locales. Une stratégie qui ressemble à celle développée en Afrique par Obama, se basant sur les concepts de «*light footprint*» (empreinte légère) et de «*leading from behind*» (leadership en retrait).

Barkhane a été utilisée contre les peuples. On se souvient de l'exfiltration du dictateur burkinabé Blaise Compaoré, suite à la révolution de 2014, permettant de le soustraire à la justice de son pays. Il y a eu l'intervention en février 2019 pour défendre Déby contre les rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) qui n'avaient rien à voir avec les groupes djihadistes. Enfin, la répression sanglante causant trois morts au Niger lors de la manifestation à Téra contre le passage du convoi de Barkhane. La nouvelle orientation militaire préconisée continuera, sans nul doute, à s'exercer contre les populations en lutte. Le soutien de Macron à la dictature sanguinaire du fils Déby en est une tragique illustration.

Paul Martial

L'attention internationale se focalise sur l'Ukraine et Taïwan, cependant la péninsule coréenne est aussi un foyer de tension nucléaire qui s'avive périodiquement. C'est le cas aujourd'hui dans un contexte de crise régionale.

«Invasion territoriale de fait»

La situation intérieure en Corée du Nord, où sévit une crise alimentaire, est très dégradée depuis une vague meurtrière d'épidémie de Covid. Yoon Seok-youl, nouveau président de la Corée du Sud mal élu en mai dernier, est un conservateur au profil de faucon. Les grandes manœuvres militaires annuelles menées par Washington et Séoul avaient été suspendues en 2018 par son prédécesseur, Moon Jae-in ; elles ont récemment repris. Enfin, Pyongyang développe un programme de miniaturisation de l'arme atomique et renforce ses capacités balistiques ; Kim Jong-un a multiplié en octobre-novembre les tirs de missiles et laisse entendre qu'il pourrait procéder prochainement à un nouvel essai nucléaire (le dernier remonte à 2017).

Un accord avait été conclu entre Pyongyang et Séoul pour éviter toute provocation militaire. Il incluait l'instauration de zones tampons en mer et d'exclusion aérienne au-dessus de la zone démilitarisée séparant les deux États. La mésentente entre Donald Trump et Kim Jong-un, après une période d'embrassades, a mis à mal cette politique de désescalade. Elle est aujourd'hui inversée.

Vingt-trois missiles balistiques nord-coréens au moins ont été tirés dans la seule journée du 2 novembre, soit plus que durant toute l'année 2017, lorsque Kim Jong-un et Donald Trump s'injuriaient copieusement à coups de tweets. L'un de ces missiles est tombé près des eaux territoriales

PÉNINSULE CORÉENNE Géopolitique de crise en Asie du Nord-Est

Reprise des grandes manœuvres militaires conjointes étatsuno-sud-coréennes, tirs en rafale de missiles balistiques par la Corée du Nord qui développe un programme de miniaturisation de l'arme nucléaire : l'Asie du Nord-Est est une nouvelle fois un foyer de tension entre les grandes puissances.



WIKIMEDIA COMMONS

de la Corée du Sud, au-delà de la ligne maritime faisant office de frontière entre les deux États, ce que le président sud-coréen a dénoncé comme une « invasion territoriale de fait ». Le 9 novembre, un nouveau tir a été effectué à une date politiquement choisie : durant le dépouillement des votes au Congrès des États-Unis et deux jours avant la réunion d'un sommet des dirigeants de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cette vague de tirs en octobre-novembre s'est produite alors que les grandes manœuvres aériennes étatsuno-sud-coréennes, appelées « Tempête vigilante » et que Pyongyang a qualifiées de « agressives et provocantes », mobilisaient des moyens particulièrement

importants : des centaines d'avions, dont des bombardiers lourds B-1B.

Faire face à l'escalade

L'heure est donc à l'escalade. La perspective de négociations sur le gel du programme nucléaire nord-coréen est au point mort, Séoul n'ayant rien à offrir en ce domaine et Kim Jong-un ayant rappelé en mai dernier que « l'arme nucléaire n'[était] pas négociable ». Pyongyang veut effectuer un saut qualitatif tant en ce qui concerne la qualité des lanceurs que la miniaturisation de la bombe de façon à rendre sa capacité offensive opérationnelle.

Toute crise coréenne a d'emblée une dimension internationale majeure parce qu'elle concerne

l'arme atomique et parce qu'elle implique très directement les grandes puissances, toutes activement présentes dans cet espace géopolitique : la Russie, la Chine, les États-Unis et le Japon. La Russie et la Chine ne contrôlent pas le régime nord-coréen malgré sa dépendance économique à leur égard, car Kim Jong-un est convaincu qu'ils continueront à opposer, bon gré mal gré, leur veto à une condamnation au Conseil de sécurité de l'ONU.

L'occupation militaire par le Japon impérial a laissé des traces profondes en Corée du Sud. Le mouvement citoyen est très vivace, qui exige que le Japon reconnaisse officiellement et répare les crimes commis contre les « femmes de confort » (victimes de la prostitution forcée de Coréennes par l'armée japonaise) — ce que les dirigeants nationalistes nippons se sont toujours refusés à faire. Cela a empêché une coopération complète entre Séoul et Tokyo. Il est cependant possible que dans le contexte présent, le gouvernement sud-coréen tourne définitivement cette page.

Il est aussi possible que le mouvement antiguerre dans la région prenne une ampleur nouvelle, incluant outre le Japon et la Corée du Sud, les États-Unis et la question de Taïwan. Une perspective à soutenir !

Pierre Rousset

GRÈCE Colère sociale sur fond de possible tempête politique

Après 10 ans de mémorandums, la crise économique actuelle est encore plus dure en Grèce, d'autant que la seule préoccupation du gouvernement ultralibéral de Mitsotakis est de brader le public au privé.

La politique de Mitsotakis, c'est aussi l'argent facile sans emplois durables (tourisme estival), ce sont également des décisions énergétiques sans plan d'ensemble : implantations autoritaires de champs d'éoliennes pour le seul profit de patrons copains et comme seul effet de massives mobilisations locales, comme en Eubée la semaine dernière.



DR

Au total, la situation est tragique pour une grande partie de la population : une inflation record (12% en septembre), des hausses vertigineuses des prix de l'énergie et des produits de base, et cela sans aucune perspective de vraie relance. Sur les 23 régions de l'Union européenne où le chômage des jeunes dépasse 30%, six sont grecques, et trois millions d'habitants (sur 10,7) sont en même temps en danger de pauvreté et d'exclusion sociale¹. Face à cela, la mise en scène du « panier bon marché de la ménagère » par le ministre d'extrême droite Georgiadis est jugée aussi ridicule que vaine.

Déferlante de la colère sociale

Comme le montrent diverses mobilisations, la colère enfle face à un gouvernement au seul service des riches et qui s'enfoncé dans une logique faite de violente répression mais aussi de flicage paranoïaque : les écoutes téléphoniques du cercle de Mitsotakis visent non seulement la gauche militante et les politiciens réformistes ou centristes, mais aussi le cœur de la droite, d'où une charge violente la semaine dernière d'un des piliers du régime, le glauque armateur propriétaire de deux des principaux journaux-propagande lèche-bottes du Premier ministre ! Une crise de la droite peut-être non durable mais qui affaiblit le gouvernement face à la pression sociale de la rue. En effet, GSEE (confédération unique du privé) et ADEDY (fédération unique du public) ont été obligées d'appeler à la grève générale le 9 novembre, pour exiger une hausse réelle des salaires, le rétablissement des conventions collectives, l'abolition de la loi anti-syndicat. La grève a été massive, et les manifestations très importantes dans tout le pays : à Athènes, la police a compté 20 000 manifestants, nos camarades de NAR jusqu'à 30 000 ; on a pu compter plus de 15 000 avec PAME (courant syndical du PC KKE, au cortège massif mais assez terne), 10 000 fort dynamiques avec les syndicats de base soutenus par la gauche radicale et révolutionnaire, 3 000 à 5 000 avec GSEE aux côtés duquel Syriza faisait un retour fourni dans la rue. Mais comme toujours, trois cortèges s'évitaient, et donc une absence de dynamique unitaire qui risque d'offrir comme seule perspective d'alternative à la droite un futur gouvernement Syriza-Pasok pour « mieux gérer » la crise du capitalisme. Construire dans les luttes le front unique pour rendre crédible la seule vraie alternative, la rupture avec la meurtrière loi du marché, ça urge !

À Athènes, A. Sartzekis

¹ - Chiffres publiés par le quotidien EfSyn.

TWITTER Elon Musk à la conquête du secteur numérique

Après de nombreuses tergiversations qui ont mené à une menace de procès de la part des actionnaires de Twitter, Elon Musk a pris le contrôle de la plateforme au prix exorbitant de 44 milliards de dollars. Si la nouvelle est certes inquiétante, la propriété des moyens de communication par des milliardaires et des gros groupes industriels est aussi vieille que les médias commerciaux eux-mêmes.

L'entrée du milliardaire libertarien dans l'économie numérique a été littéralement fracassante. La première conséquence a été un plan massif de licenciements touchant la moitié des effectifs (de la direction aux équipes de recherche, de la modération au marketing). Soutenu par les Républicains, il déploie un management de la peur : les badges des salariés ont été désactivés pour les empêcher de rejoindre leurs bureaux.

La modification du modèle de la plateforme (avec l'entrée de la certification payante) a été aussitôt retirée suite à l'exode des grandes entreprises et des annonceurs qui craignaient fortement l'absence de modération dans les contenus. L'abonnement ou l'application de tarifs ne sont pas nouveaux dans l'économie de plateforme. D'autres plateformes comme Facebook proposent des fonctionnalités payantes qui favorisent une plus grande visibilité des contenus promotionnels ; les plateformes comme Netflix ou



Spotify offrent des accès payants à des contenus spécifiques. Musk proposait par contre d'acheter directement de la crédibilité numérique en prétendant ainsi annuler les besoins en termes de modération du débat en ligne.

Un modèle économique opaque

Si le modèle de la publicité constitue la principale source de revenu,

celui-ci ne fonctionne pas d'une façon optimale dans ce réseau social. Contrairement au cas de Google ou de Meta, Twitter est très dépendant des grands comptes et n'a pas réussi à développer des offres publicitaires adaptées aux petites entreprises. Le secret de Twitter semble résider avant tout dans le traitement des données. À la différence d'autres réseaux, celles-ci ont pour vocation d'être publiques et peuvent être visualisées et analysées à travers une multitude d'outils rendus disponibles par la plateforme. C'est donc son importance dans les études de marché et d'opinion en temps réel qui lui a apporté un certain succès.

L'illusion de la démocratie numérique

Le fait que la plateforme Twitter soit tombée dans les mains d'Elon Musk augmente le niveau d'inquiétude vis-à-vis de l'état déjà déplorable des démocraties bourgeoises. Les discours haineux se sont déjà déchaînés et démultipliés sur la

plateforme depuis son acquisition. Espace propice à la polémique, celle-ci fonctionne en effet aussi comme un défouloir pour les ultralibéraux et les courants conservateurs et d'extrême droite. La tension entre la rhétorique libérale de la libre expression et le confusionnisme instrumental au pouvoir s'inscrit donc dans un contexte où la concentration de la propriété des médias et les conflits d'intérêts qui en découlent menacent fortement le droit à l'information et la démocratie.

Le système de marchandisation des sphères de la communication répond en effet aux logiques propres à l'accumulation et à la surexploitation capitaliste.

Pouvons-nous sortir des GAFAM ?

Depuis l'annonce du rachat de Twitter par Elon Musk, des centaines de milliers d'utilisateurEs ont quitté l'oiseau bleu pour migrer vers Mastodon, un système open source de micro-blogging fondé sur la création de communautés décentralisées et autonomes, fonctionnant sans publicité et pouvant remplacer celles de Twitter. Envisager des alternatives aux GAFAM permet de les voir non pas comme des services gratuits mais comme des formes de marchandisation des communs de la communication. En ce sens, la critique de l'économie politique d'Internet doit pouvoir s'inscrire dans la critique du capitalisme en tant que système global de domination économique et culturelle.

Hélène Marra

IRAN LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN: UNE DICTATURE CAPITALISTE, THÉOCRATIQUE ET PATRIARCALE

Le meurtre de Mahsa Jina Amini le 16 septembre dernier par la « police des mœurs » pour une mèche de cheveux mal ajustée a déclenché un vaste mouvement populaire de contestation et de rejet de la République islamique.

Ce meurtre a été la « goutte de sang » qui a fait déborder le vase. Depuis près de 60 jours, les femmes, la jeunesse, les minorités nationales (kurdes, baloutches, arabes, azéris...) sont en première ligne des mobilisations. Plus globalement, l'assassinat de Mahsa Jina Amini a mis une nouvelle fois en lumière le caractère misogyne des fondamentaux et des lois de la dictature théocratique.

En 1979, instauration de lois relevant de la charia et du chiisme

S'appuyant sur une société patriarcale, inégalitaire et sur la religiosité d'une partie importante de la population, le pouvoir des mollahs a, dès 1979, institué un ensemble de lois relevant de la charia et du chiisme. Pour Khomeini « tout doit être islamique ». Les femmes sont dès lors la cible d'un ensemble de mesures discriminatoires instaurant un contrôle total des hommes sur leur corps et sur leur vie. Le voile obligatoire est « justifié » par le fait que les cheveux des femmes sont sources de provocations sexuelles.

Ainsi, alors que les femmes et les hommes étaient au coude à coude lors de la révolution antimonararchique de 1979, le régime a immédiatement mobilisé ses partisans pour refouler les femmes vers la cellule domestique. Symbolisé par le slogan « ya roussari, ya toussari » que l'on peut traduire par « soit le voile, soit on vous assomme », tout un arsenal législatif et institutionnel se met en place, accompagné par la création de brigades chargées de faire appliquer cette nouvelle politique. Bien sûr, cela ne s'est pas fait sans résistance, et ce, dès l'avènement du régime islamique. La manifestation massive des femmes iraniennes (malgré son interdiction), le 8 mars 1979 contre cette orientation phallocratique et contre le voile obligatoire marque le début d'une résistance individuelle

Le slogan du régime islamique: «ya roussari, ya toussari» peut se traduire par: «soit le voile, soit on vous assomme»

et collective des femmes qui ne s'est jamais démentie. L'instauration du voile obligatoire s'est accompagnée d'autres mesures telles que le licenciement des femmes des emplois considérés comme réservés aux hommes, la ségrégation dans le système de santé ou dans l'enseignement et plus largement dans l'espace public. Toutes ces mesures et bien d'autres ont pour objectif de chasser les femmes de la sphère publique, de leur imposer un contrôle social et politique.

En 2017, les dernières statistiques de la République islamique révèlent que l'ensemble des dispositions juridiques du régime forment des obstacles à l'égalité d'accès des femmes au marché du travail. Alors que les femmes constituent la moitié des diplômées des universités, seules 14,9% d'entre elles ont un emploi, contre 64,1% des hommes. Officiellement, en 2017, le taux de chômage des femmes était de 20,7%, le double des hommes.

Le code civil de la mollaharchie: instrument juridique d'oppression

Le code civil instauré par le régime théocratique détermine que le mari est le chef du foyer. À ce titre, il peut interdire à son épouse de travailler. De la même manière, une demande de passeport doit faire l'objet d'une autorisation préalable du mari. Sauf dans quelques cas exceptionnels, les femmes ne peuvent obtenir le divorce sans le consentement de leur mari. L'IVG est interdite. Selon les lois en vigueur, si un homme ou une femme entretient une relation sexuelle en dehors du

mariage, il ou elle est condamné à la lapidation. Mais simultanément, le régime autorise la polygamie. Un homme peut en effet se marier pour une durée limitée à autant de femmes qu'il le désire. Il peut également être marié pour une durée illimitée avec quatre femmes. Dans la pratique, s'il dépasse ce nombre il peut toujours faire valoir qu'il s'agissait d'un mariage temporaire. Pour une infraction identique, un homme a donc la possibilité d'échapper à la condamnation à mort en s'appuyant sur les lois en vigueur, alors que l'exécution par la lapidation est appliquée aux femmes.

Le code civil considère légal le mariage de petites filles âgées de 8 ans et demi. Pour un garçon, l'âge légal est de 15 ans. Il autorise aussi « l'acte de mariage avant la puberté » avec l'accord du « responsable légal » de la fille. Le père ou le grand-père peut par exemple marier sa fille ou sa petite-fille de 2 ans à un homme de 60 ans et percevoir en échange une « dote » appelée « droit du lait ». La mère n'a pas le droit d'intervenir.

Il serait trop long de détailler l'ensemble des dispositifs discriminatoires ou toutes les violences physiques, morales et sociales que les femmes subissent. La vague de contestation actuelle s'inscrit dans les résistances sociales, politiques, démocratiques et féministes de ces 43 dernières années. Le mouvement en cours a fait faire un bond considérable à la conscience féministe de la société iranienne et quelle que soit l'issue de l'affrontement en cours, il n'y aura pas de retour en arrière. La République islamique est une théocratie capitaliste, patriarcale et obscurantiste. Plus que jamais, les peuples d'Iran et en premier lieu les femmes, les travailleuses et les minorités nationales, religieuses et sexuelles opprimées ont besoin de la solidarité de la gauche radicale, des associations progressistes et des syndicats.

Babak Kia



25 NOVEMBRE MOBILISÉ·E·S EN FINIR AVEC LES VIOL SEXISTES ET SEXUELLES

Comme chaque année nous serons là, dans la rue, contre les violences sexistes et sexuelles à l'occasion des mobilisations pour le 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Notre colère ne faiblit pas face aux attaques dont les femmes sont victimes, en particulier contre le droit à disposer

de leur corps, que cela concerne l'IVG ou la façon de se vêtir. Notre révolte ne faiblit pas face aux violences dont sont victimes les femmes dans le monde, en particulier dans les zones de guerre ou dans leurs parcours de migrantes. Notre indignation ne faiblit pas face aux violences dont sont victimes toutes les personnes qui ne se conforment pas aux normes imposées par ce

système capitaliste qui détermine et impose nos droits et notre liberté d'exploitation. Il faut changer cela, cela est subversif, le faudra! Dossier coo nationale d'

UKRAINE LES VIOLS ET VIOLENCES SEXUELLES COMME ARMES DE GUERRE

Les civils sont les premières victimes d'une guerre et, parmi elles, les femmes et les enfants sont particulièrement visés. Les victimes de violences sexuelles ont longtemps été considérées comme des « dommages collatéraux » d'une guerre. Il a fallu attendre 2008 pour que l'ONU reconnaisse ces violences comme un crime de guerre, un crime contre l'humanité ou un élément constitutif de génocide.

Nous tentons de repousser l'horreur dans le temps et dans l'espace. Et pourtant, à la fin des années 1990 en Bosnie et au Kosovo, les viols ont été systématiques, ainsi qu'en 2014 au début de la guerre dans le Donbass. Et en Ukraine... fin février 2022, trois jours après le début de l'invasion de l'Ukraine, les premiers témoignages de violences sexuelles sont apparus. Les rapports, dont ceux de l'ONU, sont de plus en plus nombreux et accablants faisant état de violences sexuelles brutales perpétrées par les soldats russes. La justice ukrainienne recense plus de 8 000 crimes de guerre avérés dont de nombreux viols. L'ampleur en est telle que Zelensky en parle comme d'un génocide de la population ukrainienne.

De quels types de violences parle-t-on ?

Il ne s'agit pas d'actes isolés. Le viol est institutionnalisé,

Le viol est institutionnalisé, idéologique. Il s'agit d'une stratégie militaire

idéologique. Les femmes, majoritairement, mais aussi des hommes et des enfants en sont les victimes. Dans toutes les régions occupées, les femmes sont violées, tuées ou laissées avec de lourdes séquelles physiques, des mutilations génitales. Il s'agit d'une stratégie militaire, d'une tactique délibérée pour déshumaniser les victimes. Ces violences, très brutales, viols collectifs, sous le regard des familles, pouvant être suivis d'assassinats, de viols post-mortem, de prostitution forcée, s'ajoutent aux massacres, tortures, disparitions forcées, pillages. Les soldats russes sont dans l'impunité; ils violent en groupe, longtemps, devant des témoins.

Où s'inscrivent ces violences ?

Le contexte est celui d'une société russe qui, en 2017, alors que 40% des crimes violents étaient commis dans le cercle familial, a décriminalisé les violences domestiques. Les violences de genre structurent le pouvoir, l'armée, la société; elles sont valorisées, encouragées. Dans cette société viriliste, la violence envers les femmes est tolérée; ces crimes sont commis avec l'approbation des chefs militaires et politiques. Les soldats sont félicités d'avoir violé, torturé, assassiné. Ils transforment en actes les appels des politiques à raser l'Ukraine. C'est une idéologie de la violence extrême, sans limites et indistincte qui est à l'œuvre.

Comment lutter ?

Il est difficile d'avoir des statistiques fiables pendant un conflit actif, toutefois, l'ampleur est immense. Les victimes sont très



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



NOS DROITS SONT MENACÉS

capitaliste et patriarcal. Notre vision ne faiblit pas pour ces revendications, nous battons pour l'égalité et de dominations et pour une société! La lutte féministe, nous serons là tant qu'il

ordonné par la Commission d'intervention féministe

éprouvées, leur priorité est de survivre et elles restent souvent silencieuses. La société ukrainienne traditionnelle, patriarcale, ne facilite pas la parole. Avant la guerre, l'Ukraine avait commencé des réformes pour améliorer la condition des femmes, la prévention des violences domestiques, la protection des enfants, l'égalité femmes-hommes. Elle doit maintenant avancer à marche forcée. Plusieurs organes de l'État – police, justice – s'emploient à la collecte et à la documentation de ces crimes : pour la reconnaissance des victimes de guerre, pour des réparations morales et financières. De nombreuses ONG et des organisations locales contribuent également à ce recensement. Un protocole se met en place dans les hôpitaux pour offrir une aide médicale, psychologique, légale. Des réseaux s'adressent aux victimes, leur offrent confiance, sécurité, et peuvent les convaincre et les accompagner dans les démarches. Les autorités dans les villages, où les tabous liés au viol, à l'avortement, à la contraception d'urgence, peuvent être très forts, doivent être sensibilisées et formées. Le chantier reste immense et devra se poursuivre longtemps pour l'Ukraine mais aussi partout où se déroulent les autres conflits armés. Le corps des femmes n'est celui de quiconque n'est un champ de bataille.

IVG NOS VIES, NOS CORPS NOUS APPARTIENNENT

USA, Pologne, Italie, les attaques contre le droit à l'IVG se multiplient et ont des conséquences dramatiques pour les femmes. Si une restriction des droits est toujours une violence en soi, l'interdiction ou la limitation de l'IVG renforce la violence contre les femmes.

L'interdiction de l'avortement ne réduit pas le nombre d'avortements, mais pousse les femmes à se diriger vers des avortements non sécurisés. L'OMS estime que 25 millions sont pratiqués chaque année et que 39 000 femmes en meurent. Mais il y a aussi les conséquences médicales de ces avortements clandestins : des millions de femmes sont hospitalisées chaque année à cause des hémorragies, infections, perforations utérines, lésions de l'appareil génital provoqués par ces IVG non sécurisés.

Au risque médical s'ajoute le risque pénal avec les avortements clandestins

L'accès à ces avortements clandestins met aussi les femmes dans des situations précaires, plus propices aux violences : il faut parfois financer le voyage, acheter le silence, tout en étant dans une position de fragilité extrême puisque dans l'illégalité. Car au risque médical s'ajoute le risque pénal : au Salvador par exemple, les avortements clandestins sont jugés comme des homicides aggravés et peuvent être punis

L'interdiction ou la restriction de l'IVG vient entériner d'autres violences

de peines de prison aussi bien pour la femme que pour les personnes l'ayant aidée.

Par ailleurs, l'interdiction ou la restriction de l'IVG vient entériner d'autres violences : lorsque l'on interdit à une femme l'avortement après un viol ou dans des situations de violences conjugales où la grossesse a été profondément altérée et met en danger sa vie, on fait comprendre que la vie et la qualité de vie d'une femme comptent moins qu'un embryon ou un fœtus.

Sur le fond, les femmes sont dépossédées de leur corps jusqu'au bout.

S'attaquer à l'IVG est une violence contre les femmes : le contrôle du corps des femmes, la privation de ce libre choix alimente l'idée selon laquelle les femmes seraient des sous-êtres incapables de décider par et pour elles-mêmes et nourrit la logique patriarcale d'oppressions et d'exploitation des femmes.



LGBTI INTERSEXES: LES ABSENT·E·S DE LA LOI CONTRE LES THÉRAPIES DE CONVERSION

Le 5 octobre 2021, l'Assemblée nationale a voté la loi qui vise à interdire les thérapies de conversion. Toutes pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne est désormais un délit. Malgré l'unanimité du vote, les débats autour des personnes trans et le rejet des amendements sur l'interdiction des mutilations sur les enfants intersexes font voir la trop lente dépsychiatisation des LGBTI.

Pour « soigner les déviations » et « corriger » les LGBTI, de nombreuses méthodes sont pratiquées partout en France dans différents lieux. Certains groupes proposent des exorcismes, des stages de guérison, des séances d'humiliation. Des hôpitaux imposent des électrochocs, des internements forcés ou des suivis psychiatriques. Ces méthodes sont le prolongement de nombreuses violences que les LGBTI connaissent dans leur quotidien : les mariages forcés, les rejets familiaux et les violences physiques et sexuelles. Ces violences sont souvent entreprises sous le motif qu'il faudrait réparer les LGBTI.

La lente dépsychiatisation des LGBTI

À l'approche des élections présidentielles, la loi contre les thérapies de conversion a été examinée et votée unanimement à 115 voix pour et 0 voix contre. Au-delà du consensus, les débats se sont cristallisés autour des mineurs trans. Tout d'un coup, plusieurs parlementaires sont revenus en boucle sur le sujet arguant qu'il y aurait une explosion des demandes de transition d'enfants. Cette panique morale est entretenue

Une variation intersexe ne met pas en danger la vie de l'individu

par les héritierEs de la Manif pour tous qui font du lobbying auprès du gouvernement. Leurs tentatives d'exclure les trans n'ont pas abouti contrairement à ce qui s'est passé dans les débats sur l'intersexuation.

L'interdiction des mutilations intersexes rejetée sans débat

Alors que la question des mineurEs trans a occupé une grande place dans les débats, les amendements qui visaient à interdire les mutilations des enfants intersexes ont été rejetés car « ce n'était pas le sujet ». À la naissance, certains enfants présentent parfois des variations que les médecins nomment pathologiques. Définis comme déviants, ces enfants subissent de nombreuses interventions médicales (chirurgie des organes génitaux, traitements hormonaux pour viriliser ou féminiser un individu, ablation des testicules ou des ovaires). Ces interventions sont précoces, lourdes et

PARTIS, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DANS LES ORGANISATIONS DE GAUCHE: IL Y A ENCORE DU BOULOT!

Si nous ne sommes pas surprisEs de voir des hommes politiques de droite accusés de viols y compris parmi les ministres (Darmanin, Abad...), cela peut sembler désespérant de compter des agresseurs parmi nos camarades de lutte. Pourtant, les organisations syndicales, associatives ou politiques ne sont pas extérieures à la société et les oppressions qui y existent se répercutent forcément à l'intérieur de nos organisations. C'est pour cela que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est une lutte quotidienne et permanente : dans les familles, dans la rue, au travail, dans le monde militant...

Nos exigences en interne sont supérieures à celles de l'ensemble de la société

Parce que nous sommes dans le cadre d'organisations qui se réclament de la lutte pour les droits des femmes, ces violences appellent une prise en charge spécifique. Nos exigences, en interne de nos organisations, sont supérieures à celles de l'ensemble de la société : nos militantEs doivent se comporter de façon conforme aux idéaux que nous portons en termes d'égalité, d'éradication de toutes les oppressions.

Nous voulons faire mieux dans la prise en compte de la parole des victimes que ce qui est fait par la police et la justice : pas de

Cet automne 2022 a été marqué par plusieurs affaires de violences sexistes et sexuelles dans lesquelles les agresseurs appartiennent à des organisations de gauche.

Notre objectif premier est la protection des victimes et de toutes les personnes qui pourraient être mises en danger

classement sans suite, pas de délai de prescription, nous croyons a priori les victimes qui dénoncent des violences, etc. Nous ne cherchons pas à punir les auteurs de violences : notre objectif premier est la protection des victimes et de toutes les personnes qui pourraient être mises en danger ; nous voulons aussi protéger notre organisation car ces agissements sont contradictoires avec nos idéaux ; nous souhaitons des sanctions qui aient des vertus pédagogiques pour les agresseurs et l'ensemble des militantEs.

Solidarité féministe à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles

Alors, oui, nous sommes en colère lorsque les dirigeants d'organisation de gauche nient ou balayent d'un revers de main ces violences que nous dénonçons. Cela nous décredibilise en tant que militantEs

féministes, renforce l'impunité des agresseurs et nie la parole des victimes. Tout cela nous est insupportable. Notre solidarité féministe va à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles, à celles qui ont le courage de les dénoncer au sein de leurs propres organisations, à celles qui sont attaquées pour cela.

En tant que militantEs révolutionnaires nous n'avons pas d'illusions sur le fait que l'on pourrait éradiquer les violences dans notre organisation sans qu'il y ait un mouvement d'ensemble de la société dans le même sens. C'est pour cela que nous menons la bataille en interne au NPA, dans les syndicats et associations auxquelles nous appartenons pour une meilleure prise en charge des violences. Mais cette bataille est intrinsèquement liée à celle que nous menons, immergées au sein d'un mouvement féministe beaucoup plus large, avec toutes celles qui se battent sur des revendications concrètes et pour mettre fin à toutes les violences sexistes et sexuelles. Cette lutte est profondément subversive au sens où ces violences sont au cœur du maintien du système de domination et d'exploitation capitaliste et patriarcale.

JOURNÉE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



19-26 novembre, manifestations contre les violences sexistes et sexuelles

Samedi 19 novembre
Paris, manifestation à 14 h à République; Toulouse, Agen, Albi, Strasbourg, Metz, Nancy, Lille à 14 h; Marseille, Rennes, Montpellier, Nice, Lorient, à 14 h 30; Quimper, marche aux flambeaux à 18 h

Vendredi 25 novembre
La Rochelle, Chambéry, manifestation à 18 h; Brest, Rennes, marche aux flambeaux à 18 h

Samedi 26 novembre
Nantes, à 14 h 30; Lyon, Annecy, Laon à 14 h, Bordeaux...



noustoutes.org

CULTURE À l'Opéra de Rouen, la colère contre les bas salaires occupe le devant de la scène

Depuis fin septembre, les salariéEs de l'Opéra se mobilisent pour des augmentations de salaires, tandis que la direction refuse de discuter sur les bases des grévistes : pas un revenu inférieur à 1800 euros.

L'établissement compte une centaine de salariéEs permanents (musicienEs, technicienEs, administratifs), un effectif renforcé par de nombreux intermittents du spectacle et vacataires, avec une moyenne sur l'année de 300 salariéEs par mois dans les murs. Nombre d'entre eux galèrent avec de tout petits salaires et, l'inflation galopant, ne s'en sortent carrément plus.

« Pour la fin des bas salaires »

Le 1^{er} août, le syndicat majoritaire UNSA/SNEA signe la NAO accordant entre 0,5 et 4,1% d'augmentation selon les catégories et une prime « Macron » entre 200 et 600 euros, prime que ni les intermittents ni les CDD ne touchent. L'autre syndicat représentatif, Sud Culture, refuse de signer. Sous son impulsion, une première assemblée générale de toutes les catégories de personnel se réunit à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle du 29 septembre. Celle-ci vote la participation des salariéEs de l'Opéra à la manifestation rouennaise derrière une grande banderole noire sur laquelle sont peints en blanc les mots : « Opéra de Rouen, pour la fin des bas salaires ». C'est le début d'un mouvement toujours en cours à l'heure actuelle, ponctué d'assemblées générales régulières, appelées par l'ensemble des syndicats du site (UNSA, Sud, FO, CGT) et qui élisent au fil du temps des représentantEs directs.

Près de 80 grévistes

Les 18 et 27 octobre, l'Opéra grossit de nouveau les rangs des manifestations interpro. Entretemps, la colère monte d'un cran quand la direction refuse de garantir le non-retrait de salaire pour celles et ceux qui ne peuvent pas venir travailler faute de carburant en raison des grèves dans les raffineries. Vendredi 4 novembre, à la suite du dépôt de trois préavis de grève par Sud, CGT et FO, la première représentation d'un des opéras de la saison est annulée. Près de 80 salariéEs grévistes se rassemblent en assemblée générale à l'heure prévue pour la représentation. Des tracts sont distribués expliquant la raison de la mobilisation au public très majoritairement solidaire, la question des salaires qui ne suffisent pas pour vivre étant quand même le sujet du moment pour la grande majorité de la population.

À l'Opéra de Rouen, les revendications sont claires : pas un salaire en-dessous de 1800 euros net et indexation des salaires sur l'inflation ! La direction refusant catégoriquement de discuter sur ces bases qu'elle juge « hors-sol et irresponsables », de nouvelles grèves sont d'ores et déjà envisagées. Et la nécessité que tous les autres lieux de culture de la région et au-delà se mettent aussi dans la bagarre est dans toutes les têtes.

Correspondants locaux

TRANSPORTS RATP : une mobilisation pour les salaires qui ne s'arrêtera pas là

Depuis le 18 octobre à l'atelier de Sucy-en-Brie, la maintenance des RER A ne se fait plus qu'à minima, car les différentes équipes se mettent en grève à tour de rôle. D'autres ateliers de la ligne A ont suivi, comme à Rueil ou Torcy. D'autres encore sont entrés dans la danse la semaine dernière en commençant par 59 minutes de grève par jour. Les revendications sont claires : augmentation de tous les salaires de 300 euros, intégration des primes aux salaires et l'arrêt du « chantier primes » — un projet de la direction qui vise à rogner plusieurs primes qui oscillent entre 60 et 200 euros selon le poste.

À peine plus d'un euro l'heure supplémentaire imposée

Si le mouvement dans les ateliers se concentre sur les salaires c'est parce qu'ils y sont les plus bas : un ouvrier y est embauché avec un salaire mensuel de base supérieur au Smic... de 6 euros ! Malgré l'augmentation de 2,2% lâchée par la direction sous la pression des grèves de juin dernier, les mainteneurs n'en peuvent plus. Ils ne sont pas les seuls : cette revendication de l'augmentation des salaires est partagée par tous, alors que les conditions de travail se dégradent fortement avec le manque de personnel. Ouverture à la concurrence oblige, la direction a imposé le 1^{er} août un nouvel accord de branche nommé CST (cadre social territorialisé) qui entraîne l'allongement du temps de travail et la réduction des jours de congé. Comme le disait un gréviste jeudi : « On nous impose 54 minutes de plus par jour travaillé... en ayant une prime de 260 euros par an ! Ce qui fait à peine plus d'un euro l'heure supplémentaire imposée ».

Du planning de grèves limitées à l'offensive

Vu l'ampleur des attaques, il va falloir une riposte d'ensemble. Pour l'instant, la mobilisation se fait sous forme de grèves perlées

Après la mobilisation du 29 septembre, les travailleurEs de la RATP étaient nombreux en grève le 18 octobre en soutien aux raffineurs et pour l'augmentation des salaires. La date du 10 novembre prévue fin septembre pour mobiliser dans le métro et le RER a finalement rallié tous les agentEs, alors qu'une mobilisation dure depuis plusieurs semaines dans les ateliers.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ou tournantes, ponctuelles ou localisées, ou de 59 minutes seulement comme à Sucy où les syndicats ont prévu un planning de la grève sur un mois... Si une certaine ambiance de mobilisation se maintient, ce n'est pas avec ce genre d'escarmouches que les agents de la Régie réussiront à forcer la direction à lâcher sur les salaires.

C'est bien une grève totale qui permettra de tordre le bras à la direction, comme à l'hiver 2020 contre la réforme des retraites ! Les directions syndicales justifient ces grèves limitées ou ponctuelles par le contexte de l'inflation, mais c'est un prétexte car les fins de mois difficiles n'empêchent pas de passer à l'offensive. Au contraire, ce sont rarement les salariéEs les mieux payés qui déclenchent les grèves... Certes, une grève totale qui engage un bras de fer pour gagner doit se construire, mais pas à l'économie.

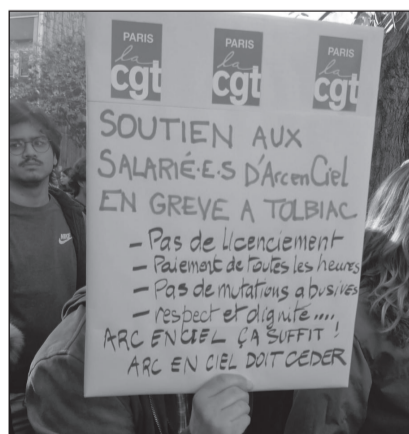
CorrespondantEs

Le 10 novembre : des piquets à la manifestation

L'aube n'est pas encore levée. Quelques dizaines de grévistes se retrouvent devant les dépôts de bus, les terminus de métro et les ateliers. Ils ne sont pas nombreux mais déterminés. On discute des salaires, des grèves qui ont commencé à Sucy ou de celle des raffineurs d'il y a quelques semaines. Après avoir constaté que les ateliers étaient bien vides et les lignes de métro quasiment à l'arrêt, les grévistes convergent devant la maison de la RATP où tous les corps de métier sont réunis à l'appel des directions syndicales. À 300, ils décident d'entrer dans le bâtiment de la direction qui reçoit une délégation de l'intersyndicale. Pendant ce temps, les grévistes discutent des suites du mouvement. Personne ne songe à reprendre le travail « comme si de rien n'était » car tout le monde a conscience que pour gagner il va falloir frapper plus fort. La preuve quelques minutes plus tard quand les dirigeants syndicaux sortent de leur entrevue avec la direction. Les tensions sont palpables : FO reproche à la CGT de vouloir casser les négociations. « Quelles négociations ? », s'étonnent les grévistes. Les syndicalistes prennent alors la parole, mais l'assistance est moins nombreuse et les interventions sont rapides. La direction n'a pas la possibilité de répondre aux revendications et la réponse rendue à la délégation est d'attendre décembre pour voir ce que le nouveau patron Jean Castex fera une fois en poste, et surtout les NAO de 2023 anticipées. Un piège tendu pour balayer la mobilisation en cours et surtout ne pas avoir à prendre en compte l'inflation future de 2023. Mais dans l'assemblée, personne n'a l'air de tomber dans le panneau. Par groupes éparés, les grévistes rejoignent la manifestation à République. Si celle-ci n'a pas fait le plein, quelques travailleurEs de la RATP sont néanmoins déterminés et retournent dans leur ateliers ou leurs dépôts avec la ferme intention de préparer la suite !

Tolbiac Les agentEs d'entretien de l'université en grève.

Depuis le 7 novembre, les agentEs d'entretien du site de Tolbiac de l'université Paris 1 sont en grève contre le renvoi de leur cheffe de site fin octobre. Celle-ci était harcelée depuis plusieurs mois par la direction de cette société de nettoyage Arc-en-ciel Environnement car elle refusait notamment de diminuer les effectifs de ses équipes. L'université Paris 1 fait appel à cette entreprise prestataire, pourtant responsable de nombreux abus. Entre 2013 et 2022, elle a été condamnée 24 fois pour manquement au code du travail. Arc-en-Ciel cherche à augmenter ses profits sur le dos de ses employéEs. Une bonne partie n'ont même pas de contrat de travail. Or, la majorité sont étrangerEs et en ont besoin pour leur titre de séjour. Arc-en-Ciel, en plus de ne pas les payer, les place sous la menace de l'expulsion. Depuis une semaine, les grévistes occupent le hall de la fac pour faire entendre leurs revendications :



augmentation des salaires, paiement des heures supplémentaires, augmentation des effectifs et paiement du salaire le 7 du mois sans retard. Aujourd'hui, l'université prétend être impuissante face à leurs conditions de travail, affirmant même n'être pas au courant, alors que les travailleurEs l'ont alertée plusieurs fois. Tout en les critiquant ponctuellement, Paris 1 cautionne les abus d'Arc-en-Ciel et

l'encourage même : en 2021, la fac a réclamé une réduction des effectifs. Pourtant les magouilles d'Arc-en-Ciel sont connues et avaient déjà mené les agentEs d'entretien du site de Jussieu à se mettre en grève en septembre 2021. Ce lundi 14 novembre, la grève se poursuit, avec la solidarité d'étudiantEs et d'enseignantEs qui ont participé à un rassemblement de soutien. Une initiative qui en appelle d'autres, pour renforcer la grève et faire plier les patrons d'Arc-en-Ciel et la direction de l'université.

Gennevilliers Geodis : vers la victoire ? Après 4 semaines, la grève chez Geodis à Gennevilliers ne faiblit pas. Aucun gréviste n'a repris le travail. La direction a bien tenté un coup de com' en comptabilisant comme non-grévistes celles et ceux prenant des congés posés depuis longtemps. Bien obligéEs de les prendre sous peine d'en faire cadeau à leurs exploités ! Une manœuvre minable qui trahit bien la fébrilité de ces dirigeants.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Mercredi 9 novembre, nouveau coup de bluff ! La direction tente de relancer un peu d'activité en faisant revenir des intérimaires qui avaient été envoyés sur d'autres sites au début de la grève. Riposte rapide et efficace des grévistes ! RenduEs méconnaissables par précaution, ils ont bloqué le trafic des camions sur le site, provoquant d'énormes embouteillages sur le port de Gennevilliers. Sous pression du préfet, la directrice a reçu une délégation des grévistes et les intérimaires ont été ramenés sur les autres sites. Une autre manœuvre patronale consiste à faire semblant de

négocier, en l'occurrence avec la CFDT, la CFCT et la CGC qui ne représentent rien chez les ouvriers.

Après l'échec de ces tentatives, la direction a accepté de rouvrir les négociations, lundi 14 novembre. La délégation des grévistes revendique 5% pour 2022 et 600 euros de prime. Au premier round, la direction refuse, elle veut 4%. Mais le moral tient bon ! Et, signe encourageant, la collecte dans la manif du 10 novembre a rapporté 1800 euros malgré le faible nombre de manifestantEs.

La force des grévistes, c'est la transparence. Tout est discuté en assemblée générale, et c'est l'AG qui décide. Délégués et militantEs enregistrent déjà un acquis de cette grève : le renforcement de la solidarité et de la cohésion. La conscience de cette force pèsera dans la suite. Pour la victoire, participer à la caisse de grève est plus que jamais nécessaire !

Chèques de soutien à l'ordre de CGT Geodis Calberson IDF, à envoyer à UL CGT, 3 rue Lamartine, 92230 Gennevilliers

En bref

ENTRETIEN « On est 16 danseurEs ce soir à faire grève et à ne pas monter sur scène »

Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à faire grève ce jeudi 10 novembre ?

Tristan : En théorie, nous sommes 26 danseurs et danseuses permanents. En fait, depuis 2015, en raison d'un équilibre financier fragile, on tourne plutôt à 24, voire moins. Les danseurs sont la variable d'ajustement. Le Ballet de Lorraine est subventionné à 80% par l'État, la Ville de Nancy et la région Grand-Est. Les subventions sont constantes depuis dix ans alors que les coûts augmentent. Nous sommes donc depuis plusieurs années en sous-effectif. Cet été, la région Grand-Est a annoncé vouloir retirer 10% de nos dotations. Là, on s'est dit de façon unanime que c'était mauvais signe, même la direction. Quoique... jusqu'en octobre, elle espérait passer entre les gouttes.

Clarisse : Lors du premier rassemblement à Metz, la direction s'est montré investie. Un texte d'explication a été diffusé dans les programmes lors des premiers spectacles à l'Opéra de Nancy. La direction n'est pas contre

Les danseurEs contemporains du Ballet de Lorraine se mobilisent pour réclamer la fin des contrats de professionnalisation et l'embauche de danseurEs. **Tristan**, délégué syndical du syndicat français des artistes et interprètes (CGT spectacles), et **Clarisse** font le point sur leur mouvement en ce jour d'appel interprofessionnel à la grève.



nous, mais elle a par exemple maintenu sa collaboration avec la salle L'Autre Canal où aura lieu la représentation de ce soir en effectif réduit avec 7 danseurs. Elle est entre deux.

Quelles sont vos revendications ?

Tristan : On constate qu'en France il y a de moins en moins d'emplois dans la danse. On est de plus en plus de danseurEs mais on travaille de moins en moins, et il y a de moins en moins d'emplois permanents. Les contrats

de professionnalisation (moins bien payés) augmentent, alors que ces danseurEs font le même travail que nous. Cela ampute leur début de carrière (qui est déjà courte). Comme ils ne cotisent pas de la même manière, ils n'ont de plus pas le droit au régime des intermittents. En un mot, on demande la fin des contrats de professionnalisation et l'embauche de danseurEs.

Est-ce qu'on peut dire que ce mouvement de grève représente une petite révolution ?

Tristan : On est 16 danseurEs ce soir (sur 23) à faire grève et à ne pas monter sur scène. C'est historique ! Le 27 octobre, on était une quinzaine à être en grève lors de la répétition. Il y a aussi un regain de syndicalisation. On a 17 adhérentEs au syndicat français des artistes et interprètes (affilié à la CGT spectacles). Il n'y a jamais eu autant de danseurEs syndiqués

depuis que le syndicalisme existe. Les 32 danseurEs du Ballet du Rhin à Mulhouse se sont toutes et tous syndiqués cet été, ainsi que la trentaine de danseurEs de l'Opéra de Lyon.

Quelles sont les perspectives ?

Tristan : On a reçu finalement une fin de non-recevoir de la direction sur nos revendications. L'action du 10 s'est dirigée vers la population, mais on ne lâche pas, on va continuer à porter nos revendications. Cette grève a été formatrice. On a été nombreux à s'impliquer, ce qui permet d'espérer plus d'auto-organisation.

Clarisse : C'était la première fois qu'on essayait de faire une action, on a observé comment on pouvait mieux fonctionner à l'avenir. On a découvert qu'on avait besoin de partager des choses, d'échanger. *Propos recueillis par Fabienne Dolet*

SANTÉ Contre les déserts médicaux, des pistes pour le droit à la santé pour touTEs, partout !

L'enquête de Que Choisir montre que les déserts médicaux ne sont pas un simple problème de répartition. Elle souligne la pénurie absolue de médecins, généralistes et spécialistes, quasiment partout sur le territoire, avec une explosion des dépassements qui pousse doublement à renoncer aux soins. Il est temps d'en finir avec ce scandale.

Le *numerus clausus* de 2020, à 9 300, a été remplacé par le *numerus apertus*, c'est-à-dire le nombre de places disponibles en fac. Seulement 11 800 en 2021. Pas de quoi faire face aux départs massifs à la retraite d'une profession dont la moyenne d'âge est de plus de 51 ans. Il faut donner aux facs de médecine les moyens d'accueillir beaucoup plus d'étudiantEs.

Pour plus d'étudiantEs en médecine et moins de ségrégation sociale et raciale

Il faut aussi réformer de fond en comble la sélection et la formation, notamment la santé publique et communautaire, le droit des patientEs, et la centrer sur le patient et pas seulement le symptôme...

Toutes les études le montrent, si l'on veut des installations dans les zones rurales et dans les banlieues populaires, il faut former des médecins qui en sont issus ! Pour en finir avec la ségrégation sociale et raciale à l'entrée en fac de médecine, où les boursiers sont moitié moins nombreux que dans les autres filières, il faut un salaire étudiant dès le début des études, égal au minimum au Smic. Des propositions indispensables, mais efficaces à moyen terme. Il faut en effet plus de 10 ans pour former unE médecin.

Ni dépassements d'honoraires ni ubérisation de la médecine de ville

Les déserts médicaux sont souvent des déserts tout court ! Pas



d'hôpital, pas de maternité, pas de spécialiste à proximité, donc un isolement médical qui fait fuir les nouvelles générations. Pas de travail pour le partenaire, pas d'école pour les enfants, pas de culture. La métropolisation qui casse les services publics de proximité et concentre la vie sociale dans les zones de profitabilité a fait naître les Gilets jaunes. Elle fait aussi fuir les médecins.

Les jeunes généralistes font en moyenne 48 h 30 de travail par semaine, dont 7 heures d'administratif. À court terme comment dégager du temps médical pour prendre mieux et plus de patientEs en charge ? Chaque force sociale a ses réponses. Pour les médecins ultra-libéraux, mauvaise question, puisque la pénurie permet de faire exploser les dépassements d'honoraires, avec 3,5 milliards en 2021. Record absolu ! Pour les secteurs modernistes du capital, l'ubérisation d'une médecine de ville à la chaîne est la solution. Par exemple, selon la Caisse

nationale d'Assurance maladie, les IPA (infirmières en pratique avancée) permettraient de faire descendre la durée moyenne d'une consultation médicale à 12 minutes, celle des IPA elles-mêmes à 6 minutes. Tollé général et recul !

Des centres de santé publics et de proximité

Le mouvement social doit porter ses solutions. La création de centres de santé de proximité, donc publics, pluridisciplinaires, en commençant par les déserts médicaux, a de nombreux avantages. Pour les médecinEs regroupés, salariéEs, bénéficiant d'un vrai secrétariat, une bonne partie du travail administratif est de fait supprimé. Et là, le travail avec des médiatrices santé, des IPA et des associations d'usagerEs, de malades, de quartier trouve tout son sens. Des ateliers santé où on réunit les patientEs diabétiques pour expliquer comment mieux manger, bouger, se tester,

connaître les symptômes d'alerte, c'est à la fois bon pour la santé et cela épargne du temps médical ! Soigner mais aussi prévenir, prendre en charge les petites urgences médicales, coordonner les intervenantEs santé, faire participer les patientEs, former les étudiantEs en médecine qui auront l'habitude de fréquenter les centres de santé partout sur le territoire, faire de la recherche en santé communautaire, voilà qui n'est pas rentable pour LE médecin, mais bon pour sa qualité de vie, son estime de soi et la santé de toutEs.

À l'heure de l'austérité dans la santé, des garanties en matière de temps moyen par patientE et de salaire sont des évidences qui seules peuvent gagner les futurs médecinEs à un service public de santé de proximité de qualité. Les incitations financières à l'installation sont un énorme échec. Alors que des dizaines de milliers de professionnelEs de santé fuient l'hôpital, comment imaginer que la contrainte ou la menace d'un déconventionnement amèneraient autre chose qu'une désertion du métier ou une nouvelle vague de déconventionnements, cette fois-ci chez les médecinEs de ville. L'ultra-libéral syndicat FMF (Fédération des médecins de France) prépare d'ailleurs ses assises du déconventionnement pour mars 2023 ! Il n'y a pas d'autres solutions que de croiser un avenir désirable pour les futurs médecinEs et les exigences d'une santé publique de proximité, partout sur le territoire. *Frank Prouhet*

AUTOMOBILE Pour la Bourse, l'explosion de Renault en cinq sociétés

Le 8 novembre Renault a officialisé son plan de réorganisation-explosion de Renault. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Renault devrait être divisé en pas moins de cinq entités.

Ampere, sans accent pour être mondial, sera dédié à la production de voitures électriques et Power, aux véhicules thermiques et hybrides. S'ajoute pour fabriquer les moteurs une autre entité, Horse, en partenariat 50/50 avec la firme chinoise Geely. Sans oublier que perdre une alliance avec Nissan encore en désaccord avec le projet. Le premier objectif assigné à la société Ampere est d'attirer des capitaux après son introduction en Bourse. Ce qui les excite tous, c'est la firme automobile Tesla qui a atteint la capitalisation boursière de 600 milliards de dollars en vendant aujourd'hui un million de voitures dans le monde entier par an à un prix moyen de 70 000 euros. L'envers du succès financier de Tesla, c'est son usine historique de Californie où les horaires ont pu atteindre 12 heures de travail 7 jours sur 7 selon les propres déclarations de son fondateur Elon Musk.



À Paris, dans le cortège de la manifestation du 10 novembre 2022 pour les salaires. PHOTO THÉRIÈRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Chaque entité devra afficher une rentabilité d'au moins 10%

Tout est appelé à s'acheter et se vendre entre les nouvelles entreprises. L'entité de fabrication de moteurs Horse devient un équipementier comme un autre cherchant des clients parmi tous les constructeurs mondialisés. Ampere mettra en concurrence pour l'ingénierie véhicule ce qui restera du Technocentre avec d'autres fournisseurs.

Chaque entité deviendrait indépendante avec ses dirigeants, ses propres comptes financiers et sa rentabilité à cracher régulièrement pour les actionnaires. Et pour cela, il faut casser les droits acquis en morcelant tâches et personnels. Chacune des entités issues de cette explosion de Renault devra afficher une rentabilité d'au moins 10%. Marche ou crève ! On connaissait déjà sur un même lieu de travail les divisions entre salariés Renault et intérimaires ou prestataires. Plus fort, sur un même lieu de travail, des entreprises aux salaires et conventions collectives différentes pourraient coexister et se faire concurrence. Certains mutésEs d'office conserveraient leur ancien statut Renault. Mais ce serait une nouvelle division entre anciens et nouveaux embauchésEs.

Cléon, Lardy et Guyancourt en première ligne des attaques

En France, il n'y aura plus d'activité d'études et de fabrication pour les moteurs thermiques et hybrides. L'usine de fabrication de moteurs de Cléon et les centres d'études de Lardy et de Guyancourt sont donc en première ligne des attaques. « On ne se laissera pas faire », explique le syndicat CGT de Renault Lardy, l'un des établissements Renault les plus menacés. Cet appel à la mobilisation tranche avec le silence des instances centrales des principaux syndicats. Elles étudient les documents fournis par la direction avant un comité social et économique Renault qui se réunira en décembre pour avis. Pas de secret d'entreprise : tout doit être publié d'ici là. Pas de délai pour les résistances à préparer !

Va-t-on laisser faire ce passage en règle de toute une organisation sociale et de ses droits acquis au fil de générations de lutte ?

Empêcher les firmes automobiles, ces fauteurs de crise climatique et de casse sociale, de continuer à nuire est, au delà des seuls salariés de l'automobile, l'affaire de toutes et tous. Ils veulent tout casser. Ceux qu'il faut chambouler en priorité, ce sont patrons et actionnaires à exproprier.

Correspondant

La Brèche**Un livre et une soirée pour une parole juive antisioniste**

La librairie La Brèche organisait ce mardi 8 novembre la présentation d'un livre, intitulé *Parcours de Juifs antisionistes en France* paru aux éditions Syllepse.

Les 22 contributions individuelles rassemblées dans le livre¹ sont toutes l'œuvre d'adhérentEs de l'UJFP : l'Union juive française pour la paix. Cette association, créée en 1994, n'a de cesse de dénoncer les discriminations et crimes que subit la population palestinienne en Palestine occupée. Forte de plus de 300 adhérentEs, en France, elle se bat pour légitimer une parole juive antisioniste. C'est dans ce cadre que nous l'avons invitée.

Combattre les confusions entre l'identité juive et le soutien inconditionnel à l'État d'Israël

Les origines des auteurEs sont diverses : Ashkénazes, Séfarades ou autres, jeunes et moins jeunes, non croyants ou pratiquants. Leurs parcours singuliers sont liés à l'évolution tragique de la situation en Palestine et Israël. Les auteurEs ont la volonté de combattre les confusions volontairement entretenues entre l'identité juive et le soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Devant une salle pleine, avec près de 35 personnes, sous l'égide de Emmeline Fagot et Jean-Guy Greilsamer, la discussion s'est prolongée jusqu'à 22 heures. Tout a été passé en revue.

D'abord, la responsabilité écrasante de la gauche en Israël comme en France de la montée de l'extrême droite, au point qu'en Israël les dernières élections ont opposé l'extrême droite raciste à... l'extrême droite fasciste et raciste!

Puis, l'organisation avec la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions), dont certains animateurEs étaient présents, de la dénonciation de ce « régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée : cet apartheid », selon B'Tselem, principale organisation de défense des droits humains en Israël.


Impossibilité de s'identifier aux crimes sionistes

Nombre de participantEs ont évoqué, souvent très émus, leur propre parcours, ou celui de leurs parents, qui les a conduits d'un sionisme acritique, de leur mobilisation dans Tsahal, l'armée israélienne, vers les rangs de l'UJFP aujourd'hui. Nombre de filles et fils de déportés, victimes de la terreur nazie, ont témoigné de leur impossibilité de s'identifier aux crimes sionistes. La recrudescence d'actes antisémites a aussi été dénoncée et analysée comme conséquence de la montée des droites extrêmes, particulièrement en France, pays de naissance du fascisme historique. À cette occasion, notre librairie a été baptisée « Première Zone libre de tout apartheid israélien ». Faisons que ces ZLAI prolifèrent et deviennent la norme.

La Brèche

¹ - *Parcours de juifs antisionistes en France* paru aux éditions Syllepse, 120 pages, 10 euros.

SOUSCRIPTION 2022



POUR

UNE GAUCHE DE COMBAT

SOUTENEZ LE NPA

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Les Nôtres**Claude Rougeot, dit « Galien »**

Notre camarade Claude Rougeot, dit Galien, militant de notre courant pendant plusieurs décennies, est décédé à l'âge de 83 ans. Nous publions des extraits de divers hommages reçus à cette occasion.



DR

Claude fait partie, avec Jean-Marie Dotal et Aimé Thirard, disparus eux aussi, des premiers militantEs gagnés à la IV^e Internationale sur Dijon, en 1967. Venu de la tendance socialiste révolutionnaire du PSU, qu'il quitta en 1965 avec une quinzaine de camarades qui diffusaient *L'Étincelle*, une feuille de boîte, sur plusieurs entreprises dijonnaises, Claude, étudiant puis jeune enseignant, ne resta pas, comme beaucoup d'autres, hélas, sur la ville.

À Paris, dans ses premières années, il assumait des tâches de secrétariat auprès de Pierre Frank.

Je ne l'ai revu que très épisodiquement à l'occasion de rencontres festives ou de formation y compris chez lui dans la banlieue parisienne. J'ai le souvenir très lointain d'un militant sérieux et efficace, parfois un peu « raide » mais c'était la rançon de sa rigueur.

Jean-Pierre D.

Souvenir d'un militant infatigable et modeste, il ne se vantait pas d'avoir travaillé avec Pierre Frank. En cinquante ans, on a souvent discuté, mais je n'apprends que maintenant cette part de son militantisme.

Le combat continue, camarade.

Philippe M.

Claude a aussi été un militant syndical enseignant, membre de l'École émancipée dans la FEN, puis la FSU. Il était extrêmement sérieux. Il fut aussi un collecteur remarquable de signatures de maires pour les présidentielles. D'une inébranlable fidélité à nos idées. D'une grande gentillesse aussi. Salut à lui.

Robert H.

Claude Rougeot, Galien, c'était un militant à l'ancienne. Pas toujours facile de militer avec lui. Mais comment ne pas lui reconnaître, hier comme aujourd'hui, son inébranlable foi en la construction d'un outil politique pour la Révolution.

Je l'ai d'abord croisé lors des chasses aux signatures de maires pour présenter Olivier B. en 2002. Moi, installé au local national, lui, ayant choisi de vivre l'aventure sur plusieurs semaines, seul avec ses cartes Michelin et sa voiture. Nous ne sommes alors pas à l'ère des GPS et nous préparions des « tournées » à faire sur des cartes papiers.

Des années plus tard, installé dans la grande banlieue parisienne, c'est-à-dire bien au-delà de la dernière station de métro, j'étais à l'animation d'un petit comité LCR, puis NPA. Après le pain blanc des années fastes, vint le temps du pain gris.

Mohamed, avec qui je militais, m'indiqua qu'un camarade allait venir nous prêter main forte. Un ancien, m'avait-il dit. Je vis Claude débarquer peu de temps après, dans une réunion de comité, des affiches et des tracts plein les bras. [...]

Retraité, il arpenta la ville qu'il découvrait en même temps. Il n'était pas rare que quelqu'un que je ne connaissais qu'à peine

me dise : « J'ai rencontré un de tes camarades, il m'a défendu le parti comme personne. » Il nous montrait régulièrement les dizaines de contacts qu'il notait dans des carnets et nous engueulait parce qu'on ne les recontactait pas. Militant du bouton de veste, il espérait que si une toute petite partie de ses contacts nous rejoignait, nous fassions un saut qualitatif.

Nous tentions un « Nouveau » parti, pour une « nouvelle » période, et Galien arrivait avec sa discipline de fer héritée des années où être trotskiste, c'était le risque de se faire frapper autant par le PCF stalinien que par la droite.

Il nous trouvait bien dilettantes et ne se privait jamais de nous faire savoir qu'on ne vendait pas assez de journaux, et que nous ne collions pas assez les affiches qu'il amenait régulièrement en passant au local.

Jamais il n'évoquait ses faits d'armes, ni sa fidélité à la Quatre, ni le rôle qu'il joua auprès des fondateurs de notre histoire politique. Je ne le savais que parce que ceux qui savaient me le disaient, en baissant le ton parce que lui même n'en parlait pas.

Nous nous sommes séparés sans cris ni larmes, constatant que nos différences de méthodes ne méritaient pas que nous nous engueulions. J'ai toujours eu pour lui l'affection propre aux camarades qui étaient aussi modestes qu'ils avaient la foi en la nécessité absolue de la révolution socialiste.

Sébastien V.

Répression**Procès en appel de Gaël Quirante : halte à la pression maximale de la justice et de la direction de La Poste!**

Nous avons jusqu'au lundi 5 décembre, jour du délibéré, pour inverser le cours de la justice et balayer ce qu'a requis le 14 novembre dernier l'avocat général contre Gaël : 6 mois de prison avec sursis et 2 000 euros d'amende ! C'est inouï alors même que la défense n'a pas eu accès à des éléments fondamentaux de l'accusation.

Quelle était la situation ? Ni plus ni moins qu'une attaque contre les libertés syndicales dans un dossier monté de toutes pièces. Il s'agissait donc de faire la lumière sur les faits ni plus ni moins. Pourquoi ? Parce que face à l'armada patronale, rétablir la vérité, c'est déjà en soi un combat ! La condamnation en première instance était déjà sévère, prise en 15 minutes après pourtant six heures d'audience : 3 mois de prison avec sursis !

2 mai 2018 : prise de parole dans le centre de Neuilly

Qu'est-il reproché à Gaël ? Au printemps 2018, cela fait déjà plusieurs mois que 20 % des postières et postiers des Hauts-de-Seine sont en pleine grève illimitée. Celle-ci va durer 15 mois, initialement contre le licenciement de Gaël et dès le lendemain également contre les réorganisations, la suppression des tournées et sur la quantification

de la charge de travail. Dès les premiers jours, la direction de La Poste demande que la police intervienne à chaque fois que Gaël, représentant du syndicat majoritaire dans le département, entrera dans un bureau pour une prise de parole et une intervention auprès de ses collègues, qu'une amende de plus de 1 000 euros soit donnée à chaque entrée et que le juge dépose une interdiction totale à son entrée dans les centres. La Poste fait un premier procès en référé et le perd en avril 2018.

Quelques jours plus tard, le 2 mai 2018, deux cadres de Neuilly filtrent l'entrée dans le centre en tentant illégalement d'empêcher les grévistes et Gaël de venir dans le centre prendre la parole. Ils réussissent à contourner l'obstacle, montent dans le centre et prennent la parole, à la suite de quoi un grand nombre de collègues de Neuilly se mettent en grève le lendemain. Ce n'est qu'après avoir constaté que le taux

de grève augmentait qu'un prétendu vol de portable a été évoqué par les cadres. Tout cela mis sur le dos de Gaël ! Le jour même, les postierEs demandent un accès à la vidéosurveillance, peine perdue. Un cadre ira même jusqu'à mentir une première fois disant que cette vidéosurveillance n'existe pas !

Aucune image vidéo, aucun élément à l'appui de la version des cadres

Lors de l'audience, Gaël et ses avocats ont bien démontré qu'aucun élément matériel de preuve ne vient à l'appui de la version mensongère des cadres : aucune image vidéo, aucun élément même dans le constat d'huissier fourni par La Poste... Pourquoi ne pas croire la dizaine de postierEs témoins qui contredisent la version postale, et pourquoi croire à l'inverse les paroles de cadres d'une entreprise pourtant coutumière des pires méthodes ?

Car cette direction patronale qu'est la Poste semble prête à tout : comme l'a montré le reportage d'*Envoyé spécial* « La Poste sous tension » en septembre 2019, une cellule spéciale de communicants a été mise en place pour contrer tout rapprochement entre conditions de travail dans l'entreprise et suicides. Des hauts cadres de La Poste sont allés jusqu'à contacter l'auteur du reportage pour le dissuader de le diffuser en prétendant que Gaël... avait des liens avec des djihadistes ! Face à cette direction sans morale ni principe, nous devons faire bloc, être à la hauteur de ces travailleuses et travailleurs qui osent relever la tête et revendiquer des droits et la dignité ouvrière !

Plus de 200 personnes sont venues apporter leur soutien à Gaël Quirante ce lundi 14 novembre contre l'acharnement patronal de La Poste.

Si jamais la condamnation était maintenue, elle montrerait sans ambiguïté qu'il suffit qu'un cadre accuse un syndicaliste pour que celui-ci écope d'une peine de 3 ou 6 mois de prison avec sursis. C'est inacceptable et nous ne l'accepterons pas !

Javier Guessou

Exposition

Dans l'exposition que leur consacre le musée du quai Branly jusqu'au 15 janvier 2023, on apprend que cette tradition prend ses racines dans l'histoire raciste de la fondation des États-Unis : l'histoire de la colonisation et de l'extermination des populations natives d'une part, celle de la traite des esclaves africains et de leur exploitation dans les plantations du Sud d'autre part. Sur la place de Congo Square, à La Nouvelle-Orléans, les deux populations exploitées et opprimées par les Blancs se rencontrent. Ainsi naît au 19^e siècle la tradition du «masking» qui perdure jusqu'à nos jours, forte de près d'une quarantaine de tribus.

Le destin partagé entre les descendantEs d'esclaves et des Native Americans

Revêtir le costume de Big Chief, Spy Boy ou de Wild Man, défiler en dansant au son des chants et des tambourins est avant tout une façon d'exprimer la conscience d'un destin partagé entre les descendantEs d'esclaves déracinéEs et les Native Americans, privéEs de leurs terres et de leur culture. La mise en parallèle, dans l'exposition, des costumes amérindiens et de ceux créés pour les défilés du Mardi gras, mais aussi d'objets témoignant de l'esclavage, souligne cette réappropriation de symboles et de pratiques culturelles dans la création d'une tradition nouvelle. Malgré la splendeur des costumes, la mise en valeur de cette pratique dans le cadre d'une exposition de cette ampleur dans un musée national n'a rien d'une évidence. Car les Mardi Gras Indians, issuEs des quartiers noirs les plus pauvres et les plus ghettoisés de La Nouvelle-Orléans, sont loin d'avoir toujours eu les faveurs des autorités, et en particulier de la police, le NOPD ayant la réputation d'être un département de police particulièrement raciste.

Black Indians au musée du quai Branly: le costume est politique

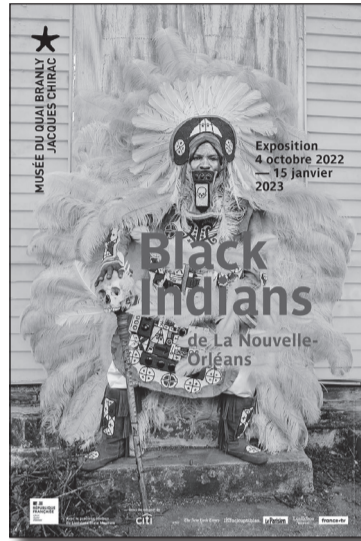
La tradition est aussi méconnue que fascinante. Chaque année, à l'occasion des défilés du Mardi gras à La Nouvelle-Orléans, des groupes afro-américains descendent dans la rue vêtus de flamboyants costumes colorés de plumes et de perles qu'ils ont passé l'année à confectionner: ce sont les Mardi Gras Indians ou «Black Indians».

Un cri de fierté, un défi vis-à-vis de l'opresseur blanc

Les interviews filmées qui parsèment l'exposition ou celles contenues dans le catalogue très complet qui l'accompagne montrent d'ailleurs que les Black Indians eux-mêmes n'ont longtemps pas cherché cette reconnaissance officielle. Issue des maisons de quartier, longtemps liée aux gangs, cette tradition se vit comme un cri de fierté, un défi vis-à-vis de l'opresseur blanc. En témoignent d'ailleurs les paroles du chant traditionnel des défilés «Indian Red»: «We won't bow down, not on the ground» (nous ne courberons pas jusqu'au sol).

La situation a cependant un peu évolué sur les dernières décennies. Sous l'influence notamment du Big Chief Tootie Montana, les tribus ont progressivement renoncé à la violence entre elles pour se concentrer sur l'aspect culturel, musical et esthétique des Mardi Gras Indians, sans renoncer à leur message politique et leur fonction sociale. Mort en 2005 d'une crise cardiaque en plein milieu d'un discours contre les violences policières, Tootie Montana a également contribué à faire changer l'image des Indiens dans l'opinion publique: la multiplication de livres, films, séries qui leur sont consacrés en est un signe.

L'exposition présentée actuellement au musée du quai Branly fait la part belle à l'aspect politique de la tradition des Black Indians, aux pages les plus sombres de l'histoire de La



Nouvelle-Orléans, de l'esclavage jusqu'à l'ouragan Katrina, qui a dévasté les quartiers les plus pauvres de la ville, ceux dont sont justement issus les Indiens.

Une exposition fidèle aux messages politiques des Big Chiefs

Selon les vœux de la commissaire associée Kim Vaz-Deville, elle-même originaire de La Nouvelle-Orléans et participante de la tradition des Mardi Gras Indians, l'exposition essaie d'être fidèle aux messages politiques portés par les différents Big Chiefs qui ont été associés à sa préparation et qui ont confié leurs costumes.

À ce titre, on a un aperçu des débats les plus actuels au sein de ce mouvement, que ce soit la place des femmes

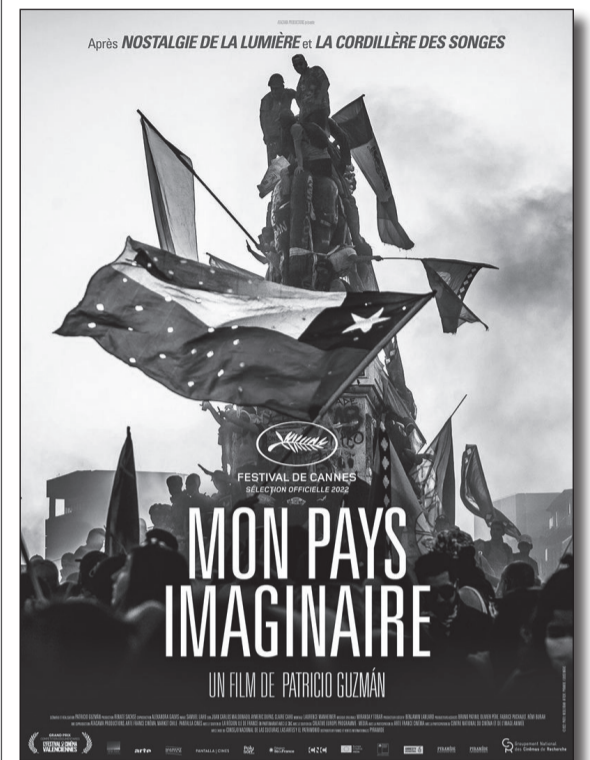
dans une tradition longtemps très patriarcale ou le questionnement autour de l'appropriation culturelle par les descendantEs d'esclaves de la culture amérindienne. Ainsi, les costumes créés par le Big Chief Victor Harris, dit «Esprit de Fi Yi Yi», témoignent d'une volonté de se détacher de l'esthétique amérindienne pour revenir à une identité plus africaine, s'inspirant des costumes traditionnels et des masques de l'Afrique de l'Ouest. La présentation des costumes des «Baby dolls» et de leur histoire, issue de la participation aux Mardi Gras des femmes noires, travailleuses du sexe, au début du siècle, replace également les femmes au sein de cette tradition.

On pourra sans doute regretter de ne pas en voir plus sur le méticuleux travail de confection des costumes et leur pratique artisanale, qui représente des centaines voire des milliers d'heures, sur les matériaux et techniques utilisées, ainsi que sur les répétitions des chants. Mais le mérite de cette exposition, outre de rendre hommage à une culture singulière d'émancipation des Africains-Américains du Sud des États-Unis, c'est de nous donner envie d'en savoir plus. C'est l'occasion de se procurer le très bon catalogue de l'exposition, ou encore de (re)découvrir l'excellente série *Treme* (2010), qui met en scène au travers du prisme de la fiction les Mardi Gras Indians (entre autres) dans La Nouvelle-Orléans de l'après-Katrina. **Manon et Raphaël**

Documentaire

Mon pays imaginaire, de Patricio Guzmán

Film chilien, 1h23 min, sorti le 26 octobre 2022.



Mon pays imaginaire est un film riche en émotions, un film époustoufflant. Le sujet y est pour beaucoup et le réalisateur y apporte son savoir-faire et son humanisme. Patricio Guzmán, 80 ans aujourd'hui, est bien expérimenté puisqu'il a réalisé ses premiers films au début des années 1970 pour raconter l'espoir lors de l'arrivée au pouvoir d'Allende jusqu'au drame du coup d'État de Pinochet. Il fera ensuite d'autres films documentaires, jusqu'à *Mon pays imaginaire*, qui raconte le formidable soulèvement populaire d'octobre 2019. Mobilisation qui va remettre en cause la Constitution héritée de la dictature Pinochet, ce qui va aboutir à l'élection d'une assemblée constituante et se terminer par l'élection d'un candidat de gauche face à un candidat d'extrême droite, nostalgique du dictateur Pinochet.

Enthousiasme, force, imagination et courage

Le film s'ouvre sur des images formidables de manifestations énormes à Santiago, avec des centaines de milliers de personnes occupant la place principale et les rues, dans l'euphorie et la colère. On remarque surtout une jeunesse très présente, très dynamique, mais aussi des moins jeunes... Un enthousiasme, une force, une énergie, de l'imagination, du courage, beaucoup de courage car en face il y a la police, il y a aussi l'armée, qui frappe et qui tire, qui avance avec ses engins anti-émeutes, une répression qui blesse et mutile. Et puis, il y a les nombreux témoignages, uniquement des femmes, des manifestantes, des actrices de la mobilisation, toutes révoltées par la société chilienne si peu libre, si inégalitaire, où une bonne partie de la population est pauvre, très pauvre. Toutes racontent pourquoi elles sont dans la lutte, pourquoi elles ne supportent plus ce régime et la vie qu'elles mènent, l'absence de démocratie, de droits, d'espoir.

Des paroles fortes

La révolte de 2019 est un véritable embrasement, une libération, une «effervescence» comme le dit très bien une des femmes dans son témoignage. Toutes ces paroles sont fortes, elles traduisent le sentiment d'un peuple écrasé qui relève la tête. Une lutte marquée par la présence des femmes, une lutte très féministe, contre l'insécurité de la précarité et contre les violences d'une société patriarcale, contre les viols, pour l'égalité des droits pour toutes et tous.

Il y a un passage puissant avec la chanson créée par le collectif Las Tesis, *Un violador en tu camino* («Un violeur sur ton chemin»), chantée et dansée par des milliers de femmes lors d'une manifestation, une chanson qui a d'ailleurs été reprise dans d'autres luttes et dans d'autres pays.

Le film s'arrête à l'élection de Boric en décembre 2021 et les manifestations de rue les jours qui suivent. L'espoir est là, très fort. Aujourd'hui, cela semble moins évident. Le combat n'est pas terminé et comme le dit une témoin, ça ne reviendra pas en arrière, certaine que l'oppression tombera pour de bon.

Mon pays imaginaire est un film qui donne la pêche, le réalisateur faisant très bien passer son enthousiasme et ses espoirs. **Philippe Poutou**

Essai

Servir les riches. Les domestiques chez les grandes fortunes, de Alizée Delpierre

Éditions La Découverte, 220 pages, 20 euros.

C'est un monde que nous pourrions croire révolu: celui des domestiques au service des plus grands fortunés. À travers cette enquête très précise (l'auteur a elle-même été au service de ces familles), Alizée Delpierre dévoile un univers où le code du travail est inexistant, la docilité des «domestiques» achetée à coups de cadeaux et de «bons salaires» mais où l'exploitation est bien réelle.

Les domestiques, essentiellement des femmes issues de l'immigration

Les domestiques sont nombreux, très nombreux. Ce sont essentiellement des femmes issues de l'immigration, des classes populaires et peu diplômées. Parmi elles et eux, tout comme pour n'importe quelle activité salariée, nous trouvons une hiérarchie avec des chefs, des sous-chefs, des exécutantEs, des spécialistes... et évidemment au sommet se trouvent plutôt des hommes issus des classes moyennes et plus diplômés.



Leur vie est dédiée au bien-être des ultra-riches

Leur lieu de travail est le domicile de leurs employeurs où la grande majorité d'entre eux résident. Ce lieu de travail atypique est un espace de non-droit auquel

l'inspection du travail n'a pas accès. Il peut parfois être le théâtre de violences, d'agressions physiques, morales ou sexuelles. Le temps de travail n'a pas de limite puisque les domestiques sont à la disposition des ultra-riches jour et nuit et les conditions de travail sont souvent très difficiles. La vie sociale des domestiques est inexistante. Leur vie est dédiée au bien-être des ultra-riches qui peuvent ainsi vaquer à faire fructifier leur fortune sans contraintes.

Proximité quotidienne, mais classe sociale différente

Ce qui est frappant dans ce livre c'est aussi la dépersonnalisation des domestiques. En effet, de nombreux employeurs, modifient le prénom de leur domestique et annule ainsi ce qu'elles et ce qu'ils sont. La proximité quotidienne des domestiques avec leurs employeurs crée un sentiment d'appartenir à «la famille» mais aucunement à la même classe sociale, ce que les employeurs leur rappellent chaque jour.

Ce livre est passionnant. C'est une immersion dans un monde totalement méconnu et invisible. Nous nous retrouvons dans la fameuse «société de valets» d'André Gorz. Et plus les pages se tournent, plus l'envie de transformer radicalement cette société est grande. À lire sans modération. **Joséphine Simphon**

Joséphine Simphon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
Lundi: 14 h - 20 h,
mardi au samedi:
12 h - 20 h

ÉDITIONS PONTCERQ « Nous essayons d'éditer autrement des textes, de les inscrire dans le présent, dans les rues de la ville, et de les déverser dans les amphithéâtres »

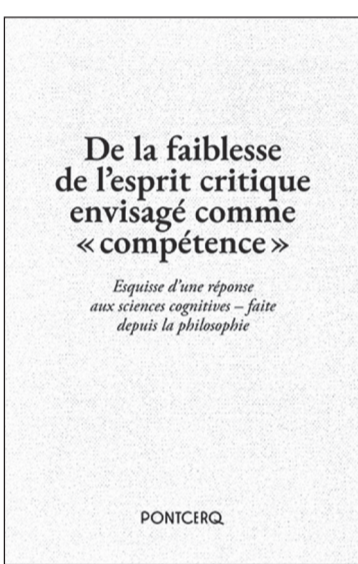
Entretien. L'Anticapitaliste a rencontré Pontcerq, un éditeur rennais qui publie et diffuse suivant une procédure très singulière en phase avec l'esprit critique qu'il revendique contre toutes celles et ceux qui voudraient en faire une « compétence ».



La sortie du livre « De la faiblesse de l'esprit critique envisagé comme "compétence" »¹ a donné lieu à une forme d'intervention. Pouvez-vous indiquer aux lecteurEs de L'Anticapitaliste de quoi il s'est agi et ce qui vous a amenés à procéder ainsi? Que faisons-nous dans les universités quand nous passons y agiter, comme à Rennes et Nantes² jusqu'à présent? Nous descendons dans les amphithéâtres — agitions à la cloche dans les travées — et distribuons des tracts expliquant très précisément les raisons de notre action. Ces tracts sont intitulés : « La philosophie (insultée) répond à la psychologie cognitive et aux sciences de l'éducation ». Nous ciblons nommément certains professeurs : car tant qu'une action ne cible pas un peu précisément, il est frappant de constater que personne ne se sent jamais visé : on veut croire que la critique s'adresse à un autre que soi, au voisin par exemple... Nommer lève l'ambiguïté. Mais les nommés sont loin d'être les seuls visés, sur le fond.

Nous ne dirions pas cependant que ces interventions viennent accompagner la sortie d'un livre, qui préexisterait : la publication de l'essai et ces interventions forment un tout. En ce sens, cet essai est lui-même un tract, un peu long soit mais c'est un tract! C'est la raison pour laquelle il est distribué gratuitement, et non vendu. La tradition du tract est ancienne chez Pontcerq (qui les appelle parfois *Flugblatts* [de l'allemand « feuille volante, tract », NDLR] en référence au *Messenger de Hesse*³ distribué aux paysans des campagnes hessoises par des bandes d'étudiants la nuit, au péril de leur vie. D'autres maisons d'édition s'y sont mises, paraît-il, et font des « tracts » elles aussi, payants, ceux-là. Or le propre du tract est précisément, au contraire du livre de librairie, de s'attacher par une intervention à une situation, laquelle permet de faire entrer une parole dans un « présent ».

Vous éditez l'ouvrage, vous le signez (auteur, donc), vous en faites la promotion... Est-ce là une façon de briser des lignes et d'affirmer qu'« une autre édition est possible »? Peut-être. Il faut constater que nous aurions cette tendance alors, celle d'explorer des formes qui soient en deçà de la forme « présomptueuse » du livre que nous pratiquons aussi par ailleurs et avec joie également. Nous suivons là une indication discrète laissée par Walter Benjamin dans *Sens unique*⁴... Hormis les *Flugblatts*-tracts nous avons aussi tenté de brouiller les frontières entre l'affichage très sauvage et l'affiche propre sur elle (avec ISBN intégré). C'est le sens des séries de



notre affichage messalino-claudien : des têtes de Claude l'empereur et de Valeria Messalina que les Rennaises et Rennais connaissent bien désormais⁵. Ces affiches sont issues elles aussi d'une publication de *l'Apocoloquintose*, le pamphlet de Sénèque⁶. Nous ne savons pas si une autre édition est possible, mais nous essayons d'éditer autrement des textes et de les inscrire dans le présent, quand ce sont des textes venus du passé. Et de les inscrire dans les rues de la ville, quand ils ont été écrits dans la chambre (Stube). Et de les déverser dans les amphithéâtres, et si possible dans ceux où ils sont le plus nécessaires et le moins « attendus »...

La question que pose votre livre *De la faiblesse de l'esprit critique envisagé comme "compétence"* semble donc très importante. Quels sont, selon Pontcerq, les enjeux derrière cette conception?

L'originalité de l'essai est de penser ensemble deux questions (l'une et l'autre décisives, mais en général séparées) : la compétence et l'esprit critique. La « compétence » est un concept né dans les années 1980, dans les sciences du management (et de la ressource humaine). Il y a donc de quoi s'en méfier : ces sciences ont produit les destructions considérables qu'on sait dans les lieux du travail humain. Or, dans le même temps, la « compétence » entrait à l'école. Évidemment il fallait absolument habiller le concept et donner le sentiment que c'était un hasard complet si le mot était le même ici et là, car les professeurEs sont tous des gens de gauche, comme on sait... Ce discours passerait mal si on ne l'habillait pas un peu. Or des pédagogues se chargèrent en effet de l'habiller. Et c'est là que cela devient intéressant et notre essai analyse très attentivement cet habillage. Il

La « compétence » est un concept né dans les années 1980 dans les sciences du management. Il y a donc de quoi s'en méfier

montre dans le même temps que la compétence (d'un point de vue phénoménologique) n'accomplit rien moins que la destitution du « monde ».

Cette analyse, nous l'appliquons à la question de l'esprit critique. L'OCDE en effet considère que l'« esprit critique » doit devenir une compétence-clé. Le ministère de l'Éducation nationale invente alors aussitôt une discipline nouvelle, l'EMI (éducation aux médias et à l'information), où ce « nouvel esprit critique » doit et peut (grâce à l'aide des recherches universitaires nouvelles) être enseigné. Or on s'aperçoit en lisant les publications (ce que nous faisons attentivement dans notre essai) que cet esprit critique envisagé comme compétence, tout en continuant à se réclamer à l'occasion des Lumières et des penseurs critiques, délivre en fait une prophylaxie de la soumission à l'ordre existant. Ce n'est pas un hasard, c'est philosophiquement

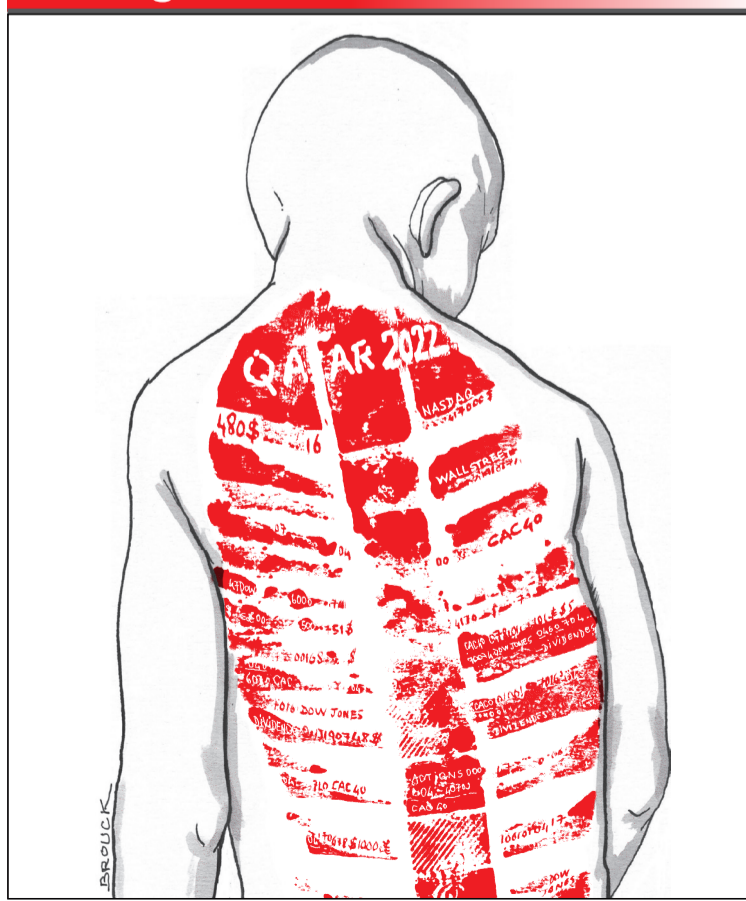
(par les présupposés qui sont les leurs, dans leur définition même de ce que veut dire « penser ») que les cognitivistes se condamnent à cette soumission, à cette répétition infinie et docile de l'existant...

Et l'essai réserve quelques surprises. Ainsi le grand penseur de l'esprit critique américain, cité élogieusement par tous ces chercheurs français, Peter A. Facione, s'avère un grand marchand lui aussi : il vend ses services d'esprit critique aux systèmes de santé américains, aux entreprises, à l'armée... aux *schools-écoles* enfin. Mais la recherche en cognition française ne s'en est pas encore aperçue. Elle est occupée à chercher des biais.

Propos recueillis par Vincent Gibelin

- 1 - Voir L'Anticapitaliste 633 du 20 octobre 2022.
- 2 - Interventions sauvages, de type militant, au sein même des cours mentionnés dans l'essai publié par Pontcerq.
- 3 - Le pamphlet de Georg Büchner et Ludwig Weidig imprimé clandestinement en juillet 1834 et d'une grande violence contre l'ordre en place de la Restauration. Il a été publié en 2015 aux Éditions Pontcerq.
- 4 - Walter Benjamin, *Sens unique*, Petite bibliothèque Payot, 2013.
- 5 - Affichage énigmatique, de simples feuilles A4 ou A3, avec ou sans commentaires, placardées sur les murs de la ville...
- 6 - *L'Apocoloquintose ou la Transformation de l'empereur Claude en citrouille*, œuvre satirique de Sénèque.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Reporterre LES MÉGAPOLLUEURS DE L'AGROALIMENTAIRE

Si les plus grandes entreprises de viande et de produits laitiers formaient un État, il trônerait au dixième rang des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre. Le 15 novembre, l'Institute for Agriculture and Trade Policy et la Changing Markets Foundation ont sorti un rapport — pas encore disponible en ligne — qui évalue pour la première fois les émissions de méthane de quinze de ces entreprises. Verdict? Celles-ci émettent environ 12,8 millions de tonnes de ce puissant gaz à effet de serre. Combinées, les émissions de méthane de ces géants de l'industrie agroalimentaire approchent celles de l'Union européenne (83 %), dépassent de peu celles de la Russie (115 %) et surclassent largement celles de l'Australie (355 %), du Canada (377 %) ou encore de l'Allemagne (705 %). « Les émissions de méthane des grandes entreprises de viande et de produits laitiers rivalisent avec celles des États-nations, mais cachent leur empreinte climatique colossale derrière un vernis de greenwashing et des objectifs nets zéro », dénonce Shefali Sharma, la directrice européenne de l'Institute for agriculture and trade policy.

Le rapport pointe par ailleurs le manque de transparence des multinationales évaluées, parmi lesquelles les entreprises françaises Lactalis et Danone. « Elles ont reçu un laissez-passer gratuit pour polluer dans le cadre du Global Methane Pledge, s'alarme Nusa Urbanic, directrice de campagnes de Changing Markets Foundation. Les gouvernements devraient les obliger à déclarer et à réduire leurs émissions et obliger ces entreprises extrêmement riches à mettre leur argent là où elles le disent et à investir dans de vraies solutions climatiques. »

Coincidence de calendrier? Le 17 novembre, quarante pays devraient publier des plans nationaux sur le méthane, lors d'une réunion ministérielle sur le Global Methane Pledge à la COP27. Si ce composé chimique ne reste dans l'atmosphère qu'une décennie, son potentiel de réchauffement est quatre-vingts fois supérieur à celui du dioxyde de carbone sur une période de vingt ans. Au regard des politiques actuelles, les émissions de méthane devraient continuer d'augmenter de 30 % entre 2015 et 2050.

« Danone, Lactalis : les géants de l'agroalimentaire, mégapollueurs », reporterre.net, 15 novembre 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER : Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter : Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :

Désignation du compte à débiter : IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA : En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

www.npa2009.org